



République du  
*Sénégal*

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES



SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN 2012 ET  
PERSPECTIVES EN 2013

Elle est disponible sur le site de la DPEE : [www.dpee.sn](http://www.dpee.sn)

DPEE/DPMSF @ Octobre 2012

## Table des Matières

<i>SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2012 ET PERSPECTIVES EN 2013</i> .....	1
<b>RESUME</b> .....	<b>3</b>
<b>1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE</b> .....	<b>7</b>
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2012 .....	7
1.1.1. <i>Les ressources du PIB</i> .....	7
1.1.2. <i>Les Emplois du PIB</i> .....	12
1.1.3. <i>Inflation et Compétitivité</i> .....	12
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2013 .....	13
1.2.1. <i>Les Ressources du PIB</i> .....	13
1.2.2. <i>Les Emplois du PIB</i> .....	16
1.2.3. <i>Inflation</i> .....	16
<b>2. LES FINANCES PUBLIQUES</b> .....	<b>16</b>
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2012 .....	16
2.1.1. <i>Les recettes budgétaires</i> .....	17
2.1.1. <i>Les dons</i> .....	18
2.1.3. <i>Le Financement</i> .....	20
2.1.4. <i>La dette publique</i> .....	20
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2013 .....	21
2.2.1. <i>Les recettes budgétaires en 2013</i> .....	21
2.2.2. <i>Les dépenses publiques</i> .....	23
2.2.3. <i>Le Financement</i> .....	24
2.2.4. <i>La dette publique</i> .....	24
<b>3. LA BALANCE DES PAIEMENTS</b> .....	<b>24</b>
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2012 .....	24
3.1.1. <i>Evolution de la balance courante</i> .....	25
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2013 .....	26
3.2.1. <i>Evolution de la balance courante</i> .....	26
3.1.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières</i> .....	27
<b>4. LA SITUATION MONETAIRE</b> .....	<b>27</b>
4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2012 .....	27
4.1.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i> .....	27
4.1.2. <i>Le crédit intérieur</i> .....	27
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2013 .....	28
4.2.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i> .....	28
4.2.2. <i>Le crédit intérieur</i> .....	28
<b>ANNEXES</b> .....	<b>30</b>

## RESUME

L'environnement économique et financier international devrait être marqué en 2012 par la crise de la dette publique en Europe, la reconstruction au Japon suite au séisme de 2011 et les difficultés de l'économie américaine liées notamment à l'atonie des marchés immobilier et du crédit. Au total, la croissance du PIB mondial devrait s'inscrire en ralentissement avec une progression de 3,3% en 2012 après 3,8% en 2011 et 5,1% en 2010. Cette évolution s'explique essentiellement par la faiblesse de l'activité dans les pays développés, conjuguée au ralentissement de la croissance au sein des économies émergentes. En 2013, une modeste accélération de l'économie mondiale est attendue (+3,6%). Toutefois, la crise de la dette en Europe, avec ses ramifications internationales, restera la plus grave menace pour l'économie mondiale.

Au plan interne, l'économie sénégalaise devrait se redresser en 2012, malgré les difficultés relevées au cours du premier trimestre et un environnement international peu porteur. **Globalement, les dernières estimations font ressortir un taux de croissance du PIB réel de 3,7%**. L'activité économique devrait être tirée par le regain de dynamisme attendu dans le sous-secteur agricole (+14,9%), mais également par la bonne tenue des extractives (+8,2%), de la fabrication de produits alimentaires céréaliers (+7,3%), de celle de sucre (+10%), de l'égrenage de coton et textile (+15%), du raffinage de pétrole (+6,3%) et de l'énergie (+9,7%).

S'agissant de l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), elle s'est établie en hausse de 1,5% sur le premier semestre de 2012 et devrait rester bien en-deçà de 2% au terme de l'année.

S'agissant de la gestion budgétaire, elle devrait être caractérisée par une mobilisation satisfaisante des ressources budgétaires conjuguée à une augmentation soutenue des dépenses liées notamment aux difficultés dans le monde rural, dans un contexte assez morose marqué le léger ralentissement de l'activité économique. Les ressources globales mobilisées (recettes budgétaires, Fonds de Soutien à l'Energie et dons) sont projetées à 1723,2 milliards, soit en hausse de 12,9%. Les dépenses totales et prêts nets, pour leur part, évalués à 2148,7 milliards, devraient s'assroître de 8,9%. Au total, le déficit public devrait s'améliorer en 2012 de 0,6% du PIB en passant de 440,3 milliards en 2011 (6,5% du PIB) à 425,4 milliards en 2012 (soit 5,9% du PIB).

Quant aux échanges avec l'extérieur, en raison de la dégradation du compte des opérations financières (-92,4 milliards) et de celui des transactions courantes, le solde global de la balance des paiements devrait se détériorer consécutivement à 2011 avec un déficit de 104 milliards (contre un déficit de 57,3 milliards en 2011). Le déficit du courant hors dons devrait ressortir à 8,5% en 2012 contre 8% en 2011, soit au dessus du plafond communautaire fixé à 5%.

Pour ce qui est de la **situation monétaire**, elle devrait être marquée en 2012 par une baisse de 104 milliards (-11,2%) des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 14,2% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 7,2%.

Pour l'année 2013, en dépit d'un environnement international toujours sous la menace d'une aggravation des difficultés dans la zone euro, l'économie sénégalaise devrait davantage se consolider, sous l'impulsion, d'une part, des investissements publics dans les secteurs prioritaires, dans le cadre de la mise en œuvre du DPES et du Millenium Challenge Account, et d'autre part, de l'amélioration du climat des affaires induite par le retour à la normale de la fourniture d'électricité. Tirée principalement par les secteurs primaire et secondaire, **l'activité économique devrait croître au rythme de 4,3% en 2013 contre 3,7% en 2012.**

En ce qui concerne **l'inflation**, le regain d'activité au plan mondial devrait conduire à un relèvement des prix internationaux des produits alimentaires et énergétiques. Dans ce contexte et compte tenu de certains facteurs internes, le déflateur du PIB est attendu à 2,4% en 2013, soit en augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport 2012.

En 2013, la **gestion budgétaire** serait caractérisée par un solde déficitaire de 377,7 milliards, soit 4,9% du PIB contre 5,9% l'année précédente. Cette évolution est imputable à la hausse attendue des recettes budgétaires de 6,2% et à la faible progression des dépenses totales et prêts nets (1,9%), consécutive à la poursuite des efforts, en cours, relatifs à la réduction du train de vie de l'Etat et à la rationalisation des dépenses publiques.

S'agissant des **échanges avec le reste du monde**, ils devraient être marqués en 2013 par un déficit de 591,6 milliards (7,7% du PIB) du compte des transactions courantes, largement compensé par le solde excédentaire de 734,1 milliards du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, la balance des paiements devrait dégager un excédent de 142,5 milliards en 2013.

Enfin, la **situation monétaire** devrait être caractérisée, en 2013, par une amélioration de 142,5 milliards de la position extérieure nette, un accroissement du crédit intérieur de 7,5% et une expansion de 11,1% de la masse monétaire.

## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international est marqué en 2012 par la crise de la dette publique en Europe, la reconstruction au Japon suite au séisme de 2011 et les difficultés de l'économie américaine liées notamment à l'atonie des marchés immobilier et du crédit. Dans ce contexte, l'économie mondiale continue de montrer en 2012 des signes d'affaiblissement, après le ralentissement observé l'année précédente. La croissance du PIB mondial est attendue à 3,3%, après 3,8% en 2011 et 5,1% en 2010, selon les dernières projections du FMI. Cette évolution s'explique essentiellement par la faiblesse de l'activité dans les pays développés, conjuguée au ralentissement de la croissance au sein des économies émergentes.

Dans les économies avancées, la croissance économique est estimée à 1,3% en 2012 contre 1,6% en 2011 en raison notamment de la récession attendue dans la zone euro (-0,4%) atténuée par (i) la reprise de la croissance au Japon en liaison avec les travaux de reconstruction liés à la catastrophe qui a frappé le pays en mars 2011 et ; (ii) la croissance aux Etats Unis (+2,2%) en raison notamment des progrès réalisés dans l'ajustement des bilans et de l'amélioration de la situation du marché de l'immobilier.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité continue de soutenir l'économie mondiale. Toutefois, un ralentissement serait observé en 2012 avec une croissance de 5,3% contre 6,2% en 2011. En Chine et en Inde, l'activité économique est toujours vigoureuse avec des taux de croissance respectifs de 7,8% et 4,9% en 2012 ( contre respectivement 9,2% et 6,8% en 2011), portés par l'investissement et la consommation. En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB est estimée à 5% en 2012 après 5,1% en 2011.

En 2013, la croissance mondiale est projetée en hausse de 3,6% contre 3,3% en 2012, soit une légère amélioration due principalement à la morosité de l'activité économique dans la zone euro (0,2% en 2013 après la récession qui serait observée en 2012). Cette faiblesse de l'activité en 2013 dans la zone euro, serait liée à la récession, pour la deuxième année consécutive en Italie (-0,7%) et en Espagne (-1,3%), alors qu'en Allemagne et en France, la croissance du PIB réel est attendue respectivement à 0,9% et 0,4%.

En 2012, l'évolution du commerce mondial de biens et services devrait significativement ralentir, avec une croissance de 3,2% en 2012 après 5,8% en 2011, en raison surtout de la détente des flux d'importations en volume des pays avancés (1,7% en 2012 contre 4,4% en 2011). En 2013, en relation avec la reprise attendue de la croissance, les importations des économies avancées devraient se redresser à un rythme de 3,3%.

Sur le marché des matières premières, les cours continuent de baisser de manière globale, dans le sillage du ralentissement de l'activité économique mondiale. La baisse de l'indice global des cours est estimée à plus de 10 % en 2012, après les flambées de 2010 et 2011. Ces replis sont principalement liés aux matières industrielles dont les cours se sont contractés de 16 %, du fait de la morosité de la production dans les pays avancés. Par contre, sur le marché des produits alimentaires, les prix continuent de s'apprécier, surtout pour les céréales et les oléagineux. Les cours du pétrole brut, pour leur part, sont prévus en baisse de 2,1 % en 2012, après avoir flambé de 32% en 2011 et de 28% en 2010.

S'agissant des prix à la consommation, ils devraient progresser de 1,9% en 2012 dans les économies avancées et de 6,1% dans les pays émergents et en développement. En 2013, ils sont projetés en progression de 1,6% et 5,8% respectivement dans les économies avancées et émergentes.

Sur le marché financier, les volumes de transactions sont révélés très faibles, reflétant ainsi les difficultés économiques des principales économies industrialisées en Europe et aux Etats-Unis, dont le niveau d'endettement a atteint des proportions élevées.

## 1- CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ

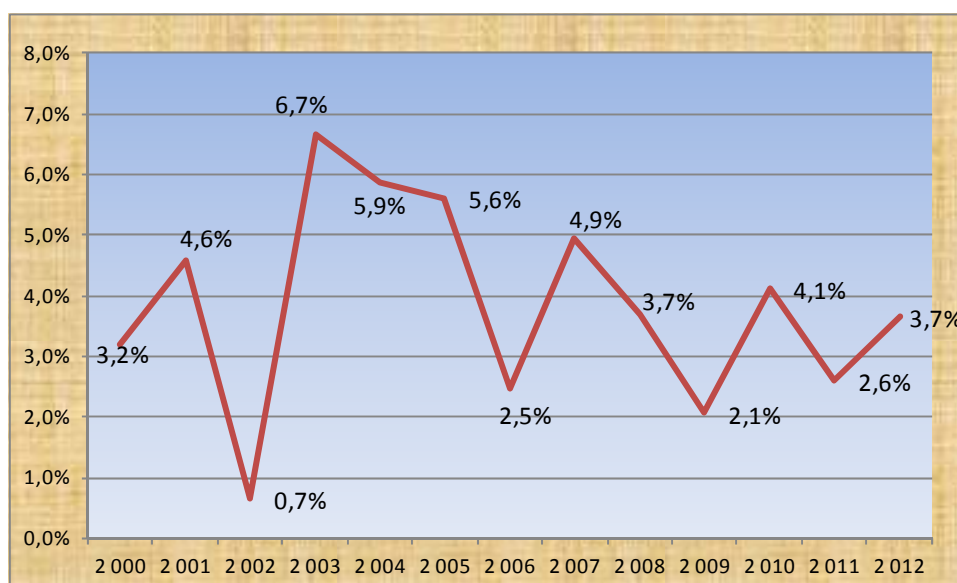
### 1.1. Estimation des ressources et emplois du PIB en 2012

#### 1.1.1. Les ressources du PIB

Suite au ralentissement enregistré en 2011 en raison des contreperformances du sous-secteur agricole, l'économie sénégalaise devrait connaître une reprise en 2012, malgré un contexte international morose, marqué par la persistance des difficultés dans la zone euro, les incertitudes au plan mondial mais également par la crise socio-politique dans la sous-région. Au plan interne, la poursuite de la mise en œuvre du Plan « TAKKAL » s'est traduite par une nette amélioration dans la fourniture de l'électricité.

La reprise de l'activité économique devrait être tirée par la relance du secteur primaire, à travers le regain d'activité attendu dans le sous-secteur agricole. En revanche, les secteurs secondaire et tertiaire s'inscriraient en ralentissement en 2012. Globalement, **le taux de croissance du PIB réel est projeté à 3,7% en 2012 contre de 2,6% en 2011.**

Figure 1: Taux de croissance du PIB réel de 2000 à 2012



Source : ANSD et DPEE (estimation 2011 et prévision 2012)

Dans le **secteur primaire**, l'activité est attendue en hausse de 8,9% en 2012 après un repli de 10,8% en 2011. Cette reprise serait portée par le sous-secteur agricole, marquée par une pluviométrie abondante et bien répartie, une distribution par les pouvoirs publics d'intrants agricoles (semences et engrais), mais également par la préservation de la situation phytosanitaire. Ainsi, l'activité du sous-secteur est globalement projetée en hausse de 14,9% contre un recul de 21,6% en 2012. L'agriculture industrielle, sévèrement affectée par le repli de la production arachidière (-59%) en 2011, devrait se renforcer de 28,4% en 2012 (contre une baisse de 41,3% en 2011). L'agriculture vivrière, pour sa part,

croîtrait de 9,8% contre une contraction de 10,3% en 2011, à la faveur notamment des hausses attendues des productions de riz, de maïs et de mil-sorgho.

Dans le sous-secteur de l'élevage, la mauvaise campagne agricole 2011/2012 devrait se traduire par un repli de la production de viandes bovines (-3,1%) et ovines (-13,9%) compte tenu de la diminution du poids des carcasses en liaison avec le manque de fourrage et la cherté de l'aliment de bétail. Cette tendance baissière serait, cependant, atténuée par la bonne tenue de la production de volaille (+6,3%) qui continue de tirer profit de l'interdiction des importations suite à l'épidémie de la grippe aviaire, mais également de la production de lait (+9,5%) et d'œufs (+3,8%). Au total, la croissance du sous-secteur est projetée en ralentissement à 2,4% en 2012 contre 4,7% en 2011.

S'agissant des activités de la pêche, leur croissance est estimée à 3% en 2012 (contre 3,1% en 2011), portée par la partie artisanale qui représente plus de 80% des débarquements. Face au problème structurel de la rareté de la ressource, les nouvelles autorités ont suspendu les licences de pêche des navires étrangers afin de préserver les ressources halieutiques.

Dans le **secteur secondaire**, en dépit des effets positifs de l'amélioration de la fourniture d'électricité, l'activité devrait enregistrer un ralentissement en 2012. En effet, après avoir affiché un réel dynamisme en 2010 et 2011 avec des hausses respectives de 5,5% et 7,2%, le secteur ne progresserait que de 2,7% en 2012. Cette tendance reflète notamment le repli des sous-secteurs des corps gras alimentaires, de la transformation et conservation de viandes et poissons, de la fabrication de boisson et de celle de cuir, des matériaux de construction, des BTP et de la construction de matériels de transport atténué, toutefois, par la croissance affichée par les autres branches de l'industrie.

Dans le sous-secteur de la fabrication des corps gras alimentaires, la mauvaise campagne agricole 2011/2012 s'est traduite par une baisse de la collecte de l'arachide destinée à la trituration. En conséquence, la production d'huile brute s'est inscrite en retrait de 81,4% sur les six premiers mois de l'année. La production d'huile raffinée a diminué de 9% sur la même période alors que celle de tourteaux a reculé de 66,5%. Globalement sur l'année, l'activité du sous-secteur devrait se contracter de 52,1% suite au repli de 21% enregistré en 2011.

Pour ce qui est du sous-secteur de la transformation et conservation de viandes et poissons, il est marqué par les difficultés des activités dans la filière « poissons ». Celles-ci devraient se contracter de 27,4% en 2012, en raison notamment des problèmes structurels rencontrés par les entreprises de la filière. Toutefois, cette tendance baissière devrait être atténuée par la bonne tenue des activités de transformation et conservation de viandes attendues en hausse de 20,7%. Au total, la croissance du sous-secteur est estimée en baisse de 0,5% en 2012 après une légère hausse de 0,9% l'année précédente.



L'activité de fabrication de boissons, pour sa part, devrait se replier de 1,4% du fait aussi bien de la production de bières que de celle de boissons gazeuses.

Dans la fabrication du cuir, la contreperformance enregistrée en 2011 devrait se poursuivre en 2012. Le sous-secteur demeure confronté à l'accès difficile à des intrants de qualité mais également à la rude concurrence internationale. Il est ainsi attendu en baisse de 4,9% après un repli de 1,8% en 2011. De même, l'activité de production de tabac devrait ressortir en baisse de 0,9% en 2012 contre une hausse de 3,1% enregistrée un an auparavant. Ce recul est notamment imputable aux conditions peu favorables du marché intérieur.

Au niveau de la fabrication des matériaux de construction, l'activité, très dynamique au cours de ces dernières années, subirait les effets conjugués de la baisse de la demande locale et étrangère de ciment. La demande étrangère de ciment est affectée par l'arrêt de l'essentiel des grands chantiers au Mali, principal client du Sénégal, en liaison avec la crise qui sévit dans le pays tandis que la faiblesse de la demande locale est liée à la morosité de l'activité économique. Au total, les exportations de ciment sont attendues en baisse de 0,8% par rapport à 2011 et la croissance du sous-secteur serait négative en 2012 (-0,6%) après une hausse de 20,2% et 15,4% respectivement en 2010 et 2011.

S'agissant des activités de construction, une morosité des ventes locales de ciment a été relevée au cours des premiers mois de l'année 2012. Cette situation est imputable à l'incertitude qui a prévalu pendant les échéances électorales mais également au retard accusé dans certains travaux suite à l'installation des nouvelles autorités. En somme, un repli de la construction de 0,5% est attendu au terme de l'année, après une progression de 7,7% en 2011.

Dans le sous-secteur « construction de matériels de transport », la baisse de l'activité attendue dans la réparation navale devrait se traduire par un repli de la branche d'activité de 11% en 2012 contre une hausse de 5,4% l'année précédente. Le sous-secteur subit plutôt la concurrence internationale et reste à la quête de nouveaux marchés (offshore).

Le ralentissement du secteur secondaire tient, par ailleurs, à la nette décélération des activités de fabrication de produits chimiques, en dépit du dynamisme des Industries Chimiques du Sénégal. En hausse de 11,3% en 2011, le sous-secteur devrait croître de 2,6%, sous l'effet de la bonne production d'acide phosphorique (+10,2%) et d'engrais (+43,2%) fortement atténuée par la contraction des productions de savon (-40%) et de peinture (-7,1%).

Dans ce contexte de morosité, l'activité du secteur secondaire a été notamment soutenue par les extractives, la fabrication de sucre, celle de produits alimentaires céréaliers, l'égrenage de coton et la fabrication de textiles, le raffinage de pétrole, l'énergie, la métallurgie et la fabrication de machines.

Au niveau des activités extractives, le dynamisme des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) dans la production de phosphate atténuerait le recul des productions d'attapulgite (-5,2%) et de sel (-4,7%). En effet, l'entreprise devrait atteindre une production de 1.606.000 tonnes de phosphates contre 1.416.000 tonnes l'année précédente, soit une progression de 13,4% en variation annuelle. Globalement, l'activité du sous-secteur devrait se renforcer de 8,2% après un pic de 17,5% en 2011.

Au titre de la branche des produits alimentaires, l'activité de fabrication de sucre devrait se redresser par rapport à 2011 avec une croissance de 10% (contre un repli de 7,7% en 2011) traduisant la bonne tenue de la Compagnie Sucrière Sénégalaise. S'agissant de la fabrication des produits alimentaires céréaliers, elle devrait progresser de 7,3% en 2012 contre 9,7% en 2011, à la faveur la vigueur de la production de pain.

S'agissant du sous-secteur de l'égrenage de coton et de la fabrication de textiles, il maintiendrait son dynamisme observé en 2011, sous l'impulsion essentiellement du textile. L'égrenage de coton affiche aussi une bonne progression sur les six premiers mois de 2012 (+4,3%), malgré la mauvaise récolte de coton lors de la campagne agricole 2011/2012. Au titre de l'année 2012, le sous-secteur devrait se conforter de 15% contre une hausse de 30,4% l'année précédente.

Dans le raffinage de pétrole, l'activité de production continue de tirer profit de la poursuite de la mise en œuvre du Plan « TAKKAL » et globalement de la demande locale. Après une croissance de 15,2% enregistrée en 2011, le sous-secteur devrait s'inscrire en hausse de 6,3%.

Concernant le sous-secteur de l'énergie affecté par les difficultés connues notamment en 2010 et pendant les neuf premiers mois de 2011, il a enregistré une nette reprise en 2012, à la faveur de la mise en œuvre du Plan de restructuration du secteur de l'électricité. Celui-ci a permis la sécurisation des approvisionnements en fuel de la SENELEC ainsi que l'exploitation d'une capacité additionnelle de 150 Mégawatts. Ainsi, la production d'électricité devrait s'améliorer de 13,7% en 2012 comparativement à l'année précédente. La production d'eau, pour sa part, est attendue en hausse de 5,4% en liaison avec l'amélioration de la fourniture d'électricité. Globalement, la croissance du sous-secteur se situerait à 9,7% en 2012 après un repli de 0,9% un an auparavant.

Dans la métallurgie, une reprise de l'activité de production est escomptée en 2012 par rapport à l'année précédente. En effet, après un repli de 2% en 2011, le sous-secteur est attendu en progression de 5% en 2012, sous l'impulsion en partie de la demande extérieure : l'exportation des produits de la métallurgie ayant fortement augmenté au cours du premier semestre de l'année. S'agissant de la fabrication de machines, elle devrait rester dynamique avec une croissance de 6,1% contre 10% en 2011.

A l'instar de l'industrie, un ralentissement de l'activité est également attendu en 2012 dans les **activités de services comparativement à 2011**. En effet, la croissance du secteur tertiaire est estimée à 2,9% en 2012 contre 4% l'année précédente. Cette hausse devrait être portée essentiellement par le commerce, les transports, les services financiers et les activités immobilières.

Concernant les activités commerciales, elles devraient s'inscrire en hausse de 3,7%, sous l'effet notamment de l'augmentation des importations de produits alimentaires de base, renforcée par la mauvaise campagne agricole 2011/2012, et la mesure d'assouplissement des conditions d'importations des véhicules. S'agissant des transports, ils sont attendus en hausse de 3% en 2012, soit un net ralentissement comparativement à 2011 (+10,5%) imputable au transport ferroviaire marqué par les difficultés de Transrail ainsi qu'au transport aérien affecté par le repli des activités touristiques.

Au niveau des services financiers, le dynamisme des services d'assurance et du crédit bancaire, en l'occurrence celui de court et moyen terme, devrait se traduire par une progression de 6% de la valeur ajoutée du sous-secteur, contre 11% en 2011.

Les activités immobilières, pour leur part, devraient se conforter de 3,3% en 2012 après une progression de 4% l'année précédente. Le sous-secteur continue de tirer profit de la bonne tenue du marché du logement.

La croissance du secteur tertiaire serait toutefois atténuée par le repli des services d'hébergement et de restauration conjugué au net ralentissement des postes et télécommunications, des services aux entreprises et des services d'éducation et de formation.

Concernant les services d'hébergement et de restauration, ils ont subi les contrecoups d'une part, des tensions pré-électorales qui ont coïncidé avec la période de haute saison dans les activités touristiques et d'autre part, de la persistance des difficultés de la zone euro principale émettrice de touristes. Cette situation s'est reflétée sur les entrées touristiques qui se sont repliées de 5,5% sur le premier semestre de 2012, par rapport à la même période de l'année précédente. Cette contreperformance est due, pour l'essentiel à la baisse des entrées au niveau des hôtels qui se sont repliées de 6% sur la période. Sur l'année, le sous-secteur est attendu en baisse de 15,1%, après une hausse de 4,8% en 2011.

Au niveau des postes et télécommunications, le ralentissement observé l'année précédente devrait se poursuivre en 2012. En effet, l'activité du sous-secteur devrait progresser de 2,5% contre respectivement 8,5% et 3,4% en 2010 et 2011.

Quant aux services aux entreprises, ils ont subi les retombées du manque de dynamisme dans l'industrie et dans l'essentiel des services. Ils devraient ainsi progresser de 2,7% en 2012 contre 6,6% en 2011.

Enfin, concernant les services d'éducation et de formation, ils sont attendus en hausse de 2,2% contre une progression de 6,6% en 2011, soit un net ralentissement reflétant entre autres les perturbations qui ont marqué le système scolaire en 2012.

### 1.1.2. Les Emplois du PIB

En 2012, la **consommation finale** devrait croître de 2,7% après un repli de 1,6% en 2011, à la faveur de la reprise de la consommation privée attendue en progression de 2,5% contre une baisse de 2,5% en 2011. Globalement, la consommation finale représenterait 88% du PIB en 2012 contre 89,2% en 2011, traduisant ainsi un relèvement du taux d'épargne qui passerait de 11,8% en 2011 à 12% en 2012, soit une légère augmentation de 0,2 point de pourcentage.

S'agissant de la **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)**, elle progresserait de 5,8% en 2012 contre 2,2% en 2011. Ce regain de croissance devrait être soutenu par l'investissement public qui augmenterait de 12,8% en 2012 contre une baisse de 1,9% l'année précédente, sous l'effet de la poursuite des investissements dans le secteur de l'électricité et des travaux de l'autoroute à péage et de l'AIBD<sup>1</sup>. Ainsi, le taux d'investissement mesuré par la FBCF ressortirait à 22,9% du PIB en 2012 contre 22,4% en 2011.

Au total, la **demande intérieure** progresserait de 5,3% en 2012 contre une hausse de 3% en 2011.

Pour ce qui est de la **demande extérieure**, elle serait marquée par un repli en termes réels des exportations de biens et services de 2,6%, conjugué à une hausse de 5,0% des importations au terme de l'année 2012.

### 1.1.3. Inflation et Compétitivité

En 2012, l'**inflation** mesurée par le déflateur du PIB devrait s'établir à 2,3% contre 4,3% en 2011, sous l'hypothèse d'une légère détente du cours du baril de pétrole (il est prévu un cours moyen du baril de Brent de 107,3 \$ US en 2012, contre 109,6 \$ US en 2011) mais également des cours des matières premières alimentaires de base. Ainsi, les prix à la production du secondaire et du tertiaire devraient augmenter respectivement de 3,3% et de 1,7% en 2012 par rapport aux niveaux enregistrés en 2011 (+5,8% et 2,3%). Au niveau du secteur primaire, les prix à la production sont projetés à 2,9% contre 8,7% en 2011. Pour ce qui est de l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), elle affiche un relèvement de 1,3% sur les huit premiers mois de 2012. Cette évolution reflète le renchérissement des postes « Transports », (+2,7%) et « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+1,9%) ainsi que des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,7%), en liaison avec la hausse des prix des céréales non transformés. Au total, sur

---

<sup>1</sup> Aéroport international Blaise Diagne

l'année 2012, les prix à la consommation sont attendus en moyenne à moins de 2% contre 3,4% enregistré en 2011.

En termes de compétitivité-prix, la dépréciation du franc CFA (-1,6%) par rapport aux monnaies des pays partenaires conjuguée au différentiel d'inflation favorable (-2,6%) a induit des gains de compétitivité de l'ordre de 4,2% en moyenne sur les huit (8) premiers mois de 2012. Par rapport aux pays membres de la zone EURO et de l'UEMOA, la compétitivité-prix s'est améliorée respectivement de 1,2% et 2,1%.

## 1.2. Perspectives économiques en 2013

### 1.2.1. Les Ressources du PIB

En 2013, en dépit d'un environnement international morose, l'activité économique devrait se consolider avec l'arrivée à maturité de grands projets dans les sous-secteurs des infrastructures routières et de l'énergie, l'amélioration de la distribution de l'électricité, la poursuite du redressement du sous-secteur agricole, la mise en œuvre du projet des minéraux lourds notamment celui de la grande côte (zircon) et le démarrage des projets financés par le Millenium Challenge Account (MCA). Au total, **le taux de croissance du PIB réel devrait s'établir à 4,3% en 2013 contre une prévision de 3,7% en 2012.** Ce net regain de croissance serait porté essentiellement par les secteurs primaire et secondaire.

S'agissant du **secteur primaire**, il devrait se renforcer de 6,1% en 2013 contre 8,9% en 2012, à la faveur du dynamisme des sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Dans le sous-secteur agricole, les efforts du Gouvernement en matière d'encadrement de la campagne agricole à travers la distribution d'engrais et de semences de qualité et à bonne date ainsi que la protection phytosanitaire vont se poursuivre. Cette dynamique sera accompagnée de la poursuite de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) et du Projet d'Appui aux Filières Agricoles dans le cadre respectivement de la maîtrise de l'eau, de l'amélioration de la productivité et de la diversification agricole. En conséquence, le sous-secteur est attendu en progression de 8,4% en 2013 contre 14,9% en 2012. L'agriculture vivrière devrait s'inscrire en hausse de 7,5% en 2013 contre 9,8% en 2012, à la faveur notamment des perspectives favorables de productions de riz, de mil, de sorgho et des produits horticoles. L'agriculture industrielle, pour sa part, est projetée en hausse de 10,4% en 2013 contre 28,4% en 2012, sous l'effet de l'augmentation des productions d'arachide et de coton.

Dans le sous-secteur de l'élevage, la croissance est projetée à 4% en 2013 après 2,4% en 2012, à la faveur des productions de viandes bovine et caprine, de lait et de volaille. En effet, les productions de viande et de lait bénéficieraient de l'amélioration de la productivité des races à travers la sélection des espèces.

Concernant les activités de la pêche, elles se conforteraient de 2% en 2013 contre 3% en 2012 malgré les difficultés liées à la rareté de la ressource. A moyen et long terme, elles devraient profiter des effets positifs de la suspension des licences de pêche accordées aux bateaux étrangers mais également des différentes mesures du Gouvernement visant à préserver les ressources halieutiques.

Au niveau de la sylviculture, sous l'effet, entre autres, de l'exploitation du charbon de bois, l'activité devrait croître de 3% en 2013, soit presque au même rythme qu'en 2012. Le sous-secteur demeure encadré par la limitation des quotas destinée à mieux préserver la faune.

Dans le **secteur secondaire**, suite au ralentissement relevé en 2012, l'activité devrait se renforcer en 2013 dans un contexte de poursuite de l'exécution du plan de restructuration du secteur de l'électricité. Elle est ainsi attendue en hausse de 5,3%, sous l'impulsion notamment des sous-secteurs des corps gras alimentaires, des produits alimentaires céréaliers, de la fabrication de sucre, des extractives, des produits chimiques, du raffinage de pétrole et de l'énergie.

Au niveau de la branche des produits alimentaires, la fabrication de corps gras alimentaires devrait tirer profit de la reprise attendue dans les productions d'huiles brutes et raffinées, à la faveur du redressement escompté dans la production arachidière. Le sous-secteur est ainsi projeté en hausse de 7% en 2013 contre un repli de 52,1% en 2012. La fabrication de produits alimentaires céréaliers, après une progression de 7,3% en 2012, devrait, pour sa part, se conforter de 7,5% grâce au maintien de la bonne tenue du marché du pain.

S'agissant de la fabrication de sucre et confiserie, le dynamisme retrouvé en 2012 devrait se poursuivre en 2013 avec une croissance de 8%. Cette bonne tenue devrait être le résultat du programme d'investissement en cours engagé par la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS), dont l'objectif est de porter la capacité de l'entreprise de 100.000 à 150.000 tonnes de sucre à l'horizon 2014. Cet investissement devrait ainsi permettre à terme à la CSS de mieux couvrir la demande locale.

Dans les activités extractives, le démarrage de l'exploitation du zircon conjuguée au renforcement de la production de phosphate et d'or devrait se traduire par un regain de croissance en 2013. Concernant le phosphate, la production est projetée à 1.800.000 tonnes contre une estimation de 1.606.000 tonnes en 2012, soit une progression de 12,1%. Globalement, le sous-secteur est attendu en hausse de 10% en 2013 contre 8,2% en 2012.

Concernant la fabrication de produits chimiques, la bonne tenue de l'activité des ICS conjuguée à la reprise dans l'industrie du savon et celle de la peinture devrait significativement redynamiser le sous-secteur. En effet, celui-ci s'inscrirait en hausse de 11,6% en 2013, tirée par l'acide phosphorique (+10,2%) et l'engrais (+31,7%).

Quant au raffinage de pétrole, il devrait continuer de bénéficier de la vigueur de la demande soutenue en partie par la sécurisation de l'approvisionnement de la SENELEC en produits pétroliers, dans le cadre du Plan « TAKKAL ». Le sous-secteur devrait ainsi se renforcer de 10% en 2013 contre une prévision de 6,3% en 2012.

Dans le sous-secteur de l'énergie, l'extension des centrales de Bel Air et de Kahone, mais également la poursuite de la réhabilitation de la capacité de production de la SENELEC devraient permettre de consolider le redressement qui s'est enclenché depuis fin 2011. Quant à la production d'eau, elle est attendue en hausse de 1,4% en 2013. Ainsi, globalement, le sous-secteur devrait se renforcer de 6,8% contre 9,7% en 2012.

La bonne tenue du secteur secondaire serait néanmoins atténuée par le repli des sous-secteurs des matériaux de construction et des matériels de transport.

En effet, dans le sous-secteur des matériaux de construction, l'activité de production continuerait pour la deuxième année consécutive à subir les contrecoups du repli de la demande malienne en ciment. Une relance de la demande intérieure, à la faveur d'un regain de croissance dans le sous-secteur des BTP en 2013, permettrait d'atténuer les conséquences de la crise malienne sur l'activité du sous-secteur. Au total, le sous-secteur devrait se replier de 0,1% contre une baisse projetée à 0,6% en 2012.

Pour ce qui est de la construction de matériels de transport, le recul attendu en 2012 (-11%) devrait se poursuivre en 2013. Le sous-secteur enregistrerait une légère baisse de 0,2% en variation annuelle, traduisant ainsi la quasi-stabilité des activités de réparations navales. A court terme, la certification ISO 2001 en faveur de la réparation navale à l'horizon 2013, permettrait de relancer significativement le sous-secteur grâce notamment à l'élargissement de ses parts de marché.

Dans le **secteur tertiaire**, l'activité bénéficierait d'un contexte interne plus favorable avec les hausses attendues des secteurs primaire et secondaire. Projetée en hausse de 3,7% en 2013, elle serait tirée par les activités de transports, les services d'hébergement et de restauration, les services financiers ainsi que par les sous-secteurs de l'éducation et de la santé.

Bénéficiant de la bonne tenue de l'industrie, des activités commerciales et touristiques, le sous-secteur des transports se serait renforcé de 6% en 2013 contre 3% en 2012.

En ce qui concerne les activités d'hébergement et de restauration, les projections tablent sur une croissance de 8% en 2013 contre la baisse de 15% enregistrée en 2012. Cette reprise serait en liaison avec l'apaisement du climat social interne mais également avec la légère amélioration de l'environnement international.

Les services financiers, pour leur part, resteraient dynamiques avec une progression de 6,5%, en relation avec la performance des autres sous-secteurs de l'économie. Quant au sous-secteur de l'éducation et de la formation, il devrait croître de 4%, tiré notamment par le dynamisme de l'enseignement supérieur professionnel. Par ailleurs, les efforts du Gouvernement à travers l'exécution du Programme Décennal pour l'Education et la Formation (PDEF), devraient avoir des retombées positives.

Dans le sous-secteur de la santé et de l'action sociale, l'activité est également attendue en hausse de 4%, dans un contexte de poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS).

### 1.2.2. Les Emplois du PIB

En 2013, la **consommation finale** est projetée en progression de 3% contre une hausse de 2,7% estimée en 2012. Elle devrait représenter 87,1% du PIB, soit un taux d'épargne intérieure de 12,9% contre 12% en 2012.

Concernant la **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)**, elle progresserait de 9% contre une prévision de 5,8% en 2012, sous l'effet aussi bien des investissements privés (+9,1%) que publics (+8,7%) avec la prise en compte du démarrage effectif des travaux du MCA. En conséquence, le taux d'investissement devrait ressortir à 24% du PIB en 2013 contre 22,9% en 2012.

Globalement, la **demande intérieure** augmenterait en termes réels de 3,6% contre 5,3% une année auparavant, tirée essentiellement par l'investissement.

Pour ce qui est de la **demande extérieure**, les exportations de biens et services sont projetées en hausse de 3% ; les importations, pour leur part, devraient ralentir en progressant de 1% après une augmentation de 5% en 2012.

### 1.2.3. Inflation

En 2013, les projections tablent sur une évolution modérée des prix à la production, mesurés par le déflateur du PIB (+2,4%) en relation avec la tendance baissière des cours internationaux et un approvisionnement suffisant du marché intérieur.

## 2. LES FINANCES PUBLIQUES

### 2.1. Exercice budgétaire en 2012

L'exécution du budget en 2012 devrait être caractérisée par une mobilisation satisfaisante des ressources budgétaires et une progression soutenue des dépenses dans un contexte assez difficile marqué par le léger ralentissement de l'activité économique et les appuis au monde rural. Les



ressources globales mobilisées (recettes budgétaires, Fonds de Soutien à l'Energie et dons) sont projetées en hausse de 12,9% pour se situer à 1723,2 milliards et les dépenses totales et prêts nets, évalués à 2148,7 milliards, devraient s'accroître de 8,9%. Au total, le déficit public devrait s'améliorer de 0,8% du PIB en passant de 455 milliards en 2011 (6,7% du PIB) à 425,4 milliards en 2012 (soit 5,9% du PIB).

### 2.1.1. Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires hors FSE sont projetées à hauteur de 1471,4 milliards en 2012 contre 1336,4 milliards en 2011 ; elles enregistreraient ainsi une hausse de 135 milliards (+10,1%) imputable essentiellement aux recettes fiscales ainsi qu'au recouvrement des redevances sur les télécommunications. En effet, les recettes fiscales devraient s'accroître de 92,5 milliards (7,2%) pour s'établir à 1379,4 milliards en 2012 contre 1286,9 milliards en 2011, grâce notamment à la bonne tenue du recouvrement des impôts directs, des taxes intérieures et des droits de douane.

En effet, le recouvrement des impôts directs progresserait de 11,1%, passant de 345,6 milliards en 2011 à 384,1 milliards en 2012, grâce notamment à la bonne tenue de l'impôt sur le revenu, l'IRVM/IRC<sup>2</sup> et l'impôt sur les sociétés. L'impôt sur le revenu est projeté à 235 milliards contre 211,4 milliards en 2011, soit une amélioration de 23,6 milliards. Quant à l'impôt sur les sociétés et l'IRVM, ils devraient s'améliorer respectivement de 3,4 milliards (+3,5%) et 8,1 milliards (+37,7%) pour s'établir à 101,4 milliards et 29,6 milliards en 2012.

Quant aux taxes sur biens et services intérieures, elles sont projetées à 409,9 milliards en 2012 contre 410,6 milliards en 2011, soit en légère baisse de 0,2%. Cette situation découle essentiellement de la contreperformance enregistrée au niveau de la TVA intérieure sur le pétrole, avec un montant projeté à 2,1 milliards à fin 2012 contre une réalisation de 34 milliards en 2011. Cette baisse résulte de l'application intégrale du système de l'usine exercée qui consacre le transfert de l'essentiel du recouvrement de la TVA pétrole vers le cordon douanier. Toutefois, ce repli devrait être atténué par la progression du recouvrement de la TVA intérieure hors pétrole qui est attendu à 249 milliards contre 236,9 milliards un an auparavant, soit une progression de 12,1 milliards (5,1%). Quant aux autres taxes intérieures notamment la TOB, la taxe sur la consommation hors pétrole et les taxes sur les véhicules, elles devraient enregistrer des hausses respectives de 4,7 milliards et 3,8 milliards pour atteindre respectivement 39 milliards et 42,7 milliards. La taxe sur les véhicules et celle sur les conventions devraient rester stables par rapport à 2011 avec des réalisations projetées respectivement à 6 milliards et 4,7 milliards en 2012. Pour ce qui est de la contribution spéciale des mines et carrières (CSMC), elle est attendue à 10 milliards en 2012.

---

<sup>2</sup> Impôt sur les revenus des valeurs mobilières

Pour leur part, les recouvrements au cordon douanier sont projetés à 510 milliards contre 451,8 milliards l'année précédente, soit une hausse de 12,9%, tirée principalement par la TVA à l'import. En effet, la TVA à l'import (297,4 milliards) et les droits de porte (212,6 milliards) ont enregistré des hausses respectives de 19,9% et 4,3%.

S'agissant spécifiquement des recettes pétrolières, elles sont projetées à 188,3 milliards en 2012 contre 203,1 milliards en 2011, soit en baisse de 7,3% ; celle-ci résulte essentiellement du repli enregistré au niveau de la TVA intérieure sur le pétrole (-31,9 milliards) et le FSIPP (-8,1 milliards). Cette contreperformance a été atténuée par le bon comportement de la TVA à l'import et les droits de porte, qui sont projetés en hausse respective de 34,5% et 7,3%, pour s'établir à 89,6 milliards et 20,7 milliards.

Au total, **la pression fiscale est projetée à 19,1% en 2012 contre 18,9%** un an auparavant, soit un accroissement de 0,2 point de pourcentage de PIB. Elle demeure ainsi au dessus du plancher communautaire fixé à 17% et reflète essentiellement la modernisation des services de recouvrement ainsi que l'élargissement de la base taxable.

Pour ce qui est des recettes non fiscales, elles sont projetées à 92 milliards contre 49,5 milliards en 2011, soit une augmentation de 42,5 milliards, qui s'explique principalement par le recouvrement de 42 milliards projeté sur les redevances sur les appels entrants et dans une moindre mesure par l'amélioration escomptée sur le recouvrement des revenus du domaine, chiffré à 16,9 milliards pour 2012 contre une réalisation de 9,8 milliards en 2011.

### 2.1.1. Les dons

Au titre de l'année 2012, les dons sont globalement attendus à 211,9 milliards contre 150 milliards un an auparavant, soit un accroissement de 61,9 milliards (41,2%). Ils se décomposent en dons budgétaires pour 48,1 milliards et 163,8 milliards pour les dons en capital. La hausse des dons porte aussi bien sur les dons budgétaires que les dons en capital. Les dons budgétaires devraient augmenter de 10,6 milliards, passant de 37,5 milliards en 2011 à 48,1 milliards en 2012. Cette hausse est due à l'avènement de l'appui budgétaire de l'Arabie Saoudite (16 milliards non prévus initialement) et la progression de l'appui du Canada (qui passe de 8,5 milliards à 13,8 milliards). Ces hausses devraient compenser le repli de 4,6 milliards de l'appui de l'Union Européenne et la non reconduction en 2012 de l'appui des Pays-Bas. Quant aux dons en capital, ils sont projetés à 163,8 milliards, soit un accroissement de 51,3 milliards escompté notamment avec le démarrage des projets d'investissement portant sur le MCA.

### 2.1.3. Les dépenses publiques

Pour l'année 2012, les dépenses totales et prêts nets sont projetés à 2148,7 milliards contre 1972,5 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 176,2 milliards (8,9%), imputable essentiellement aux dépenses courantes et aux dépenses d'investissement effectuées sur ressources extérieures.

En effet, les dépenses courantes globales sont projetées à 1282 milliards contre 1193,6 milliards en 2011, soit en hausse de 88,3 milliards (+7,4%) sous l'impulsion notamment des dépenses de fonctionnement (autres dépenses courantes), des dépenses de personnel (salaires et traitements) et des charges d'intérêt sur la dette publique.

Au titre des dépenses de fonctionnement, les "fournitures et entretien" et les "transferts et subventions" devraient enregistrer des hausses respectives de 23,6 milliards (+6,9%) et 8,4 milliards (+2,6%) pour s'établir respectivement à 365,8 milliards et 328 milliards en 2012. Les dépenses de fonctionnement en 2012 prennent également en compte les transferts au titre de la compensation tarifaire électrique (montant réévalué à 99 milliards contre une prévision initiale de 40 milliards) et les subventions aux prix des denrées de première nécessité (8 milliards).

Les charges d'intérêts sur la dette publique sont projetées à 122,2 milliards, soit une augmentation de 18,4 milliards (17,7%) par rapport à 2011. Cette augmentation est le fait essentiellement de l'accroissement des intérêts sur la dette intérieure qui passent de 44,7 milliards à 66 milliards, soit une augmentation de 21,3 milliards. Par contre, les intérêts sur la dette extérieure sont projetés à 56,2 milliards et devraient enregistrer une baisse de 2,9 milliards (-4,9%) par rapport à 2011. Cette tendance traduit en partie le recours progressif aux interventions sur le marché financier sous régional.

Les dépenses de personnel devraient progresser de 6,1% pour s'établir à 454 milliards au titre de l'année 2012. Quant au ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales, il est évalué à 31,9% en 2012 contre 33,3% en 2011 et se situe en dessous du plafond communautaire fixé à 35%.

S'agissant des dépenses d'investissement globales, elles sont projetées pour un montant de 874,7 milliards après 750,5 milliards l'année précédente, soit une hausse de 124,2 milliards (+16,6%). Cette progression est le fait principalement des dépenses d'investissement sur ressources extérieures. En effet, celles-ci devraient passer de 241,9 milliards en 2011 à 370,4 milliards en 2012, soit une progression de 53,1%. Quant aux investissements sur ressources internes, ils sont projetés en repli de 4,3 milliards (-0,8%) s'établissant ainsi à 504,3 milliards. Les investissements effectués sur ressources internes représentent 57,7% des dépenses d'investissement totales. Par ailleurs, le ratio des dépenses

en capital financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales s'est établi à 35,5% en 2012 contre 39,5% en 2011, soit au dessus du plancher communautaire fixé à 20%.

Les prêts nets en 2012 devraient ressortir à -8 milliards reflétant un montant de 12 milliards de prêts rétrocédés et des remboursements évalués à 20 milliards.

### 2.1.3. Le Financement

Le financement net du déficit budgétaire pour l'année 2012 est estimé pour un montant de 361,8 milliards au niveau du financement extérieur et de 89,7 milliards par le financement intérieur.

En effet, le financement extérieur net est ressorti à 361,8 milliards en 2012 contre 421,2 milliards en 2011 soit un repli de 14,1%. Le financement extérieur a été mobilisé à travers les tirages sur les prêts et le recours au marché financier sous régional. S'agissant des tirages, ils sont effectués sur les prêts projets pour un montant de 220,6 milliards et les prêts « programme » chiffrés à 117,9 milliards ; ces derniers sont constitués des appuis de la Banque mondiale pour 27,4 milliards, de l'AFD pour 85,6 milliards et de la BAD pour 4,9 milliards.

Au niveau du marché financier sous-régional, un montant net de 88,7 milliards devrait être mobilisé en 2012 (dont 77,5 milliards sur les emprunts obligataires et 11,3 milliards sur les bons du trésor). Pour leur part, l'amortissement de la dette extérieure et l'assistance PPTE sont programmés respectivement à 88,8 milliards et à 17,8 milliards.

Le financement intérieur net est projeté à 89,7 milliards, reflétant un niveau d'engagement vis-à-vis du système bancaire de 49,7 milliards et un financement non bancaire qui devrait ressortir à 40 milliards.

### 2.1.4. La dette publique

En 2012, l'**encours de la dette publique totale** est projeté à 3041,1 milliards contre 2704,2 milliards en 2011, soit une progression de 12,5%. Il représente ainsi 42,1% du PIB contre 39,7% du PIB en 2011, soit une progression de 1,4 point de pourcentage de PIB. Toutefois, il demeure en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du Pacte de convergence de l'UEMOA. Il est composé de 2324 milliards (32,2% du PIB) au titre de la dette extérieure et de 717,1 milliards (9,9% du PIB) portant sur la dette intérieure.

Le service de la dette publique extérieure devrait s'établir, en 2012, respectivement à 9,9% et 8,3% des recettes budgétaires et des exportations de biens et services, contre des plafonds respectifs de 30% et 20% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique. Globalement, la dernière analyse de viabilité de la dette montre que le Sénégal continue de dégager un profil de pays à risque de surendettement faible.

## 2.2. Perspectives budgétaires en 2013

En 2013, la politique budgétaire devrait s'inscrire dans le cadre des orientations déclinées dans le Programme économique et financier 2010-2013. L'un de ses principaux axes demeure la stabilité macroéconomique notamment la maîtrise du déficit budgétaire. Ainsi, l'exécution budgétaire en 2013 devrait être marquée par l'entrée en vigueur du nouveau Code général des impôts qui, entre autres mesures, a consacré la baisse de l'impôt sur le revenu (IR) et le relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés (IS), la poursuite de la rationalisation des dépenses publiques et la maîtrise progressive des dépenses fiscales. Elle devrait également bénéficier du regain d'activité escompté en 2013 avec l'arrivée à maturité des grands projets d'infrastructures et de l'énergie mis en œuvre par l'Etat, ainsi que le démarrage des projets financés par le MCA.

Ainsi, les ressources (recettes, dons et FSE) sont projetées à 1812,4 milliards en 2013 (dont 1569,1 milliards de recettes budgétaires, 35,4 milliards au titre des ressources du FSE et 207,9 milliards pour les dons) contre 1723,3 milliards programmés en 2012, soit un accroissement de 89,1 milliards (+5,2%). Les dépenses totales et prêts nets, pour leur part, sont prévus à 2190,2 milliards en 2013 contre 2148,7 milliards un an auparavant, soit une progression de 41,6 milliards (+1,9%) par rapport à 2012. En conséquence, le solde global (dons compris) est projeté à 377,8 milliards en 2013 (4,9% du PIB) contre 425,4 milliards en 2012 (5,9% du PIB), soit une amélioration de 1% de PIB. Quant au solde de base (définition UEMOA), il devrait ressortir en déficit à 188,6 milliards (2,4% du PIB) contre 274,9 milliards (3,8% du PIB) programmés en 2012.

### 2.2.1. Les recettes budgétaires en 2013

Au titre de l'année 2013, les recettes budgétaires sont projetées à 1569,1 milliards contre 1471,4 milliards en 2012, soit une hausse de 6,6% et devraient être tirées par les recettes fiscales.

En effet, les recettes fiscales devraient progresser de 112,3 milliards (soit +8,1%) pour s'établir à 1491,7 milliards en 2013 contre 1379,4 milliards en 2012. Cette hausse devrait bénéficier du relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés, de la bonne tenue des taxes intérieures et des droits de douane.

Les impôts directs sont projetés à 399,1 milliards en 2013 contre 384,1 milliards, soit une augmentation de 15 milliards (3,9%) ; cette évolution serait marquée par les effets attendus de la réforme fiscale qui devraient se traduire par une baisse de l'impôt sur le revenu et un relèvement de l'IS. En effet, le recouvrement de l'impôt sur les sociétés devrait progresser de 31,5 milliards (31,1%), passant de 101,4 milliards en 2012 à 132,9 milliards en 2013, suite à la hausse du taux. Par ailleurs, avec la baisse du taux de l'impôt sur le revenu (IR), le recouvrement de l'impôt sur le revenu devrait enregistrer une baisse de 11,9 milliards (-5,1%) pour s'établir à 223,1 milliards.

Les taxes sur biens et services intérieures sont, pour leur part, projetées à 450,7 milliards contre 409,9 milliards, soit un accroissement de 40,8 milliards (+10%). Cette hausse bénéficierait des performances de la TVA intérieure, des taxes sur la consommation et du recouvrement de la CSMC. En effet, la TVA intérieure hors pétrole est attendue à 264 milliards, soit en progression de 15 milliards par rapport à l'année précédente. La taxe spécifique hors pétrole et la taxe sur les opérations bancaires devraient s'accroître de 11,9% et 4,6% entre 2012 et 2013 pour s'établir respectivement à 47,8 milliards et 40,8 milliards. Quant à la CSMC, elle est projetée à 15 milliards après 10 milliards en 2012.

S'agissant des **recettes pétrolières**, elles sont projetées à 233,6 milliards en 2013 contre 188,3 milliards un an auparavant, soit une hausse de 45,3 milliards (+24,1%). Cette progression serait portée notamment par la TVA sur le pétrole, en particulier, la TVA à l'import qui devrait continuer à bénéficier des effets du système de l'usine exercée. Ainsi, la TVA sur le pétrole est globalement projetée à 129,5 milliards (dont 119,3 milliards pour la TVA à l'import et 10,2 milliards pour la TVA intérieure) et devrait ainsi s'accroître de 37,8 milliards. Quant à la taxe spécifique, elle est projetée à 60,3 milliards contre 56,4 milliards en 2012, soit une légère progression de 3,9 milliards (+6,9%).

Les droits d'enregistrements et de timbre sont projetés à 57,4 milliards et devraient enregistrer une augmentation de 1,5 milliard (+2,7%). Cette hausse serait tirée notamment par les droits de timbre qui sont projetés à 15,3 milliards contre 13,2 milliards en 2012.

S'agissant des droits de douane, ils sont projetés à 563,1 milliards contre 510 milliards l'année précédente, soit une hausse de 10,4% reflétant notamment la bonne tenue de la TVA à l'importation. En effet, la TVA à l'importation devrait passer de 297,4 milliards en 2012 à 360,7 milliards en 2013, soit une hausse de 21,3%. Quant aux droits de porte, ils enregistreraient un repli de 4,8% pour s'établir à 202,4 milliards en 2013. Les réformes relatives à l'accélération des procédures de dédouanement ainsi que le renforcement du contrôle et de la surveillance douanière devraient contribuer à renforcer les recettes.

Au total, **la pression fiscale est projetée à 19,3%** en 2013 contre 19,1% du PIB en 2012, soit en amélioration de 0,2 point de pourcentage ; elle demeure ainsi au dessus du plancher communautaire fixé à 17%.

Les recettes non fiscales sont programmées à 77,4 milliards au titre de l'année 2013 contre 92 milliards en 2012, enregistrant ainsi un repli de 14,6 milliards résultant de l'annulation au cours de l'année précédente de la taxe sur les appels téléphoniques entrants. Ainsi, compte non tenu des dites redevances, les recettes non fiscales progresseraient de 27,4 milliards (+54,8%). Cette amélioration est attendue du relèvement du montant des dividendes à recevoir de la SONATEL. En effet, suite aux mesures de rationalisation des dépenses publiques, notamment au titre des factures téléphoniques, engagées par les autorités, le montant brut des dividendes attendu devrait progresser sensiblement. Ainsi, les dividendes et produits financiers en 2013 sont projetés à 55,7 milliards.

### 2.2.2. Les dépenses publiques

Au titre de l'année 2013, les dépenses totales et prêts nets sont programmés à 2190,2 milliards contre 2148,7 milliards projetés en 2012, soit une progression de 41,6 milliards (+1,9%). Cette hausse devrait être tirée par les dépenses d'investissement, les dépenses de personnel et les charges d'intérêts sur la dette publique.

Pour ce qui est de l'investissement, les dépenses sont globalement projetées en hausse de 37,7 milliards (+4,3%) en 2013, soit à 912,4 milliards. Cette progression serait imputable aussi bien aux dépenses d'investissement sur ressources extérieures qu'à celles intérieures. Les investissements sur ressources extérieures sont projetés à 397,1 milliards contre 370,4 milliards l'année précédente, soit une progression de 26,7 milliards (7,2%). Cette situation traduirait la poursuite de l'appui des partenaires extérieurs au secteur des infrastructures et de l'énergie. Les investissements sur ressources internes sont, pour leur part, projetés à 515,3 milliards en 2013 contre 504,3 milliards en 2012, soit une légère augmentation de 2,2%. Par ailleurs, le ratio des dépenses en capital rapportées aux recettes fiscales est projeté à 34,5% en 2013, soit au-delà du plancher communautaire de 20%.

Concernant les dépenses courantes, elles sont attendues à 1277,8 milliards en 2013 contre 1282 milliards projetées en 2012, soit un repli de 4,1 milliards (-0,3%). Cette diminution serait le fait essentiellement des dépenses de fonctionnement de l'Etat. Cette baisse reflète essentiellement l'effet des économies escomptées dans le cadre de la rationalisation des dépenses de l'Etat. Ainsi, les dépenses de fournitures et entretien et celles relatives aux transferts et subventions devraient baisser, passant de 365,8 milliards et 328 milliards en 2012 à respectivement 362,6 milliards et 290,7 milliards, soient des économies de 3,2 milliards et 37,3 milliards.

Quant aux dépenses de personnel, elles sont projetées à 467,1 milliards, en hausse de 13,1 milliards (+2,9%) par rapport à 2012. Toutefois, le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales devrait ressortir à 31,3% en 2013 contre 31,9% en 2012 ; il demeure cependant en dessous du plafond communautaire fixé à 35%. Pour ce qui est des intérêts sur la dette publique, ils sont projetés à 145,5 milliards dont 63,5 milliards portant sur la dette extérieure et 82 milliards sur celle intérieure. Les intérêts sur la dette publique devraient progresser de 23,4 milliards sous l'impulsion notamment de ceux sur la dette intérieure prévus en hausse de 16 milliards (+24,3%) sur l'année. Quant aux intérêts sur la dette extérieure, ils sont attendus en progression de 7,4 milliards (+13,1%).

S'agissant des prêts nets, ils sont programmés en équilibre avec un niveau de prêts rétrocédés de 12,8 milliards et un même niveau au titre des remboursements.

### 2.2.3. Le Financement

En 2013, le financement du déficit budgétaire reposera sur les interventions sur le marché financier sous-régional à travers les émissions de titres publics ainsi que sur le recours au financement extérieur traditionnel à des taux concessionnels.

Le financement extérieur net est projeté à 328,5 milliards. Il serait constitué des tirages sur prêts projets pour 217 milliards, des tirages sur prêts « programme » pour 37,2 milliards attendus essentiellement de la Banque Mondiale (21,2 milliards) et de la BAD (16 milliards), de l'amortissement de la dette extérieure pour 91,4 milliards, de l'assistance PPTTE pour 18 milliards, du montant net des émissions de titres publics sur le marché sous régional pour 17,7 milliards et, enfin, de l'emprunt non concessionnel programmé pour un montant de 129,9 milliards.

S'agissant du financement intérieur net, il est projeté à 49,2 milliards dont 39,2 milliards au titre du financement bancaire net (dont 53,2 milliards pour les titres publics nets) et 10 milliards escomptés du système non bancaire. Au total, les émissions de titres prévues sur le marché local et sous régional sont projetées à 538,6 milliards au titre de l'année 2013.

### 2.2.4. La dette publique

L'encours de la dette publique totale est projeté à 3321,1 milliards en 2013 (soit 43% du PIB) contre 3041,1 milliards en 2012 (42,1% du PIB), ce qui fait ainsi ressortir une augmentation de 9,2%. Toutefois, le taux d'endettement demeurerait en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA. L'encours de la dette extérieure représenterait ainsi 34,1% du PIB et celui de la dette intérieure, 8,9% du PIB.

Quant au service de la dette publique extérieure, il ressortirait à 9,9% des recettes budgétaires en 2013 et 8,4% des exportations de biens et services contre des plafonds respectifs de 30% et 20% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

## 3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

### 3.1. Estimation de la balance des paiements pour l'année 2012

En 2012, les échanges avec l'extérieur devraient se caractériser par une détérioration du compte courant de 59,7 milliards et une amélioration de 13 milliards du solde du compte de capital et d'opérations financières. Le déficit du compte courant est projeté à 8,0% en 2012 contre 7,6% en 2011, soit une dégradation de 1,4 point de pourcentage. Globalement, le solde global de la Balance des Paiements ressortirait en déficit de 104 milliards contre un déficit de 57,3 milliards en 2011 en raison de la dégradation du compte des opérations financières (-92,4 milliards).



### 3.1.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte des **transactions courantes** est attendu à 579,7 milliards (8,0% du PIB) en 2012 contre une estimation de 520 milliards (7,6% du PIB) en 2011, soit une détérioration de 0,4 point de pourcentage. Cette situation reflète essentiellement le creusement de la balance des biens de 107,2 milliards en 2012 et, dans une moindre mesure, des services nets de 6,1 milliards. En revanche, les revenus nets et les transferts courants nets devraient s'améliorer respectivement de 6,3 milliards et 47,4 milliards. Les transferts courants nets seraient soutenus essentiellement par les transferts privés notamment les envois de fonds des travailleurs sénégalais résidents à l'étranger.

S'agissant de la **balance des biens**, elle ressortirait en déficit de 1 260,9 milliards en 2012 contre 1153,7 milliards en 2011, soit une détérioration de 107,2 milliards. Cette dégradation est liée à la hausse plus marquée des importations (+142,6 milliards) que celle des exportations (+35,4 milliards). Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations de biens est estimé à 49,5% en 2012 contre 51,4% en 2011, soit un recul de 1,9 point de pourcentage entre les deux périodes.

Concernant le déficit de la **balance des services**, il passerait de 60,8 milliards en 2011 à 66,9 milliards en 2012, soit une détérioration de 6,1 milliards en liaison principalement avec le fret.

S'agissant de la balance des **revenus**, son déficit passerait de 79,7 milliards en 2011 à 73,4 milliards en 2012, traduisant ainsi le repli de 6,2 milliards des intérêts payés au titre de la dette publique extérieure par rapport à l'année précédente.

Pour ce qui des **transferts courants**, ils devraient continuer d'atténuer l'impact de la balance commerciale sur le solde des transactions courantes. En effet, en 2012, l'excédent du solde des transferts courants s'établirait à 821,6 milliards (11,4% du PIB) contre 774,2 milliards en 2011 (11,4% du PIB), soit une amélioration de 47,4 milliards en 2012 (+6,1%) liée à la hausse de 5% des envois de fonds des émigrés. L'évolution des transferts de fonds des sénégalais de l'extérieur reste, néanmoins, en deçà de la tendance enregistrée ces dernières années (15,8% en 2010 et +28,3% sur la période 2006-2008), et ce en relation avec la morosité de l'activité économique dans les pays d'accueil, notamment en Espagne et en Italie.

### 3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le **compte de capital et d'opérations financières** dégagerait un solde excédentaire projeté à 475,7 milliards en 2012 contre 462,7 milliards en 2011, soit une amélioration de 13 milliards reflétant le renforcement (+105,4 milliards) du compte de capital atténuée par la détérioration (-92,4 milliards) de l'excédent du compte d'opérations financières.

En effet, le solde du compte de capital devrait ressortir à 226,1 milliards en 2012 contre 120,7 milliards l'année précédente, en raison de l'effet conjugué de la hausse des acquisitions nets d'actifs

(+39 milliards) et des dons en capital (58,9%). S'agissant des dons en capital, l'accroissement attendu est le fait des appuis au monde rural dégagés par les Nations Unies, mais également du démarrage des projets financés au titre du Millenium Challenge Account.

L'excédent du compte des opérations financières devrait, pour sa part, se réduire de 92,4 milliards en passant de 342 milliards à 249,6 milliards entre 2011 et 2012. Cette situation traduit la baisse attendue aussi bien sur les capitaux nets publics (-67,1 milliards) que privés (-25,3 milliards).

### 3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2013

En 2013, les échanges avec le reste du monde devraient être marqués **par un déficit de 591,6 milliards (7,7% du PIB) du compte des transactions courantes** qui devrait être largement compensé par le solde excédentaire de 734,1 milliards du compte de capital et d'opérations financières. Par conséquent, la balance des paiements devrait dégager un excédent de 142,5 milliards en 2013 contre un déficit de 104 milliards en 2012.

#### 3.2.1. Evolution de la balance courante

Le **déficit du compte courant** est attendu à 591,6 milliards en 2013 contre 579,7 milliards (8,0% du PIB) en 2012, soit une dégradation de 11,9 milliards, imputable essentiellement à la balance commerciale et, dans une moindre mesure, à celle des services.

En effet, le **déficit de la balance commerciale** devrait s'établir à 1.244,8 milliards en 2013 contre 1 260,9 milliards en 2012, soit une détérioration de 13,9 milliards, du fait de la valeur des importations de biens (+70,8 milliards) qui progresserait plus rapidement que celle des exportations (+56,9 milliards). Toutefois, le taux de couverture des importations par les exportations devrait s'améliorer en passant de 49,5% en 2012 à 50,3% en 2013, soit un gain de 0,8 point de pourcentage.

Concernant la **balance des services**, son déficit devrait passer de 66,9 milliards à 68,2 milliards entre 2012 et 2013, soit une détérioration de 1,3 milliard liée au fret, mais atténuée par l'amélioration du poste «voyages».

Au titre des **revenus nets**, le déficit devrait s'établir à 73,1 milliards en 2013 contre 73,4 milliards en 2012, soit une légère amélioration de 0,3 milliard imputable aux revenus nets d'investissements (+0,5 milliard).

Pour ce qui est des **transferts courants nets**, ils s'établiraient à 804,9 milliards en 2013 (10,7% du PIB) contre 787,7 milliards en 2012 (11,4% du PIB), soit une amélioration de 2,9 milliards sous l'effet de la hausse attendue des envois de fonds des émigrés (+14,4 milliards).

### **3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières**

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** dégagerait un excédent de 734,1 milliards en 2013 contre 475,7 milliards en 2012, soit une hausse de 258,4 milliards, imputable à l'amélioration du solde du compte de capital et de celui des opérations financières respectivement de 65,2 milliards et 193,2 milliards.

En effet, l'excédent du compte de capital s'établirait à 291,3 milliards en 2013 contre 226,1 milliards en 2012 et celui du compte d'opérations financières passerait de 149,6 milliards à 442,8 milliards entre les deux périodes.

## **4. LA SITUATION MONETAIRE**

### **4.1. Evolution de la situation monétaire en 2012**

L'évolution de la situation des institutions monétaires entre 2011 et 2012 serait marquée par une baisse de 104 milliards (-11,2%) des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 14,2% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 7,2%.

#### **4.1.1. Les avoirs extérieurs nets**

La position extérieure nette des institutions monétaires devrait ressortir à 826,6 milliards en 2012 contre 930,6 milliards en 2011, soit une baisse de 104 milliards. Celle-ci résulterait essentiellement de la contraction des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale.

#### **4.1.2. Le crédit intérieur**

L'encours du crédit intérieur est attendu à 2.404,6 milliards contre 2.106,5 milliards en 2011, soit une hausse de 298,1 milliards reflétant essentiellement le dynamisme des crédits à l'économie. En effet, à la faveur de la reprise de l'activité économique, l'encours des crédits au secteur privé devrait s'établir à 2.204,8 milliards en 2012, soit une hausse de 12,7%. Le taux de financement bancaire de l'économie est ainsi estimé à 30,5% en 2012, soit un gain de 1,8 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

S'agissant de la Position Nette du Gouvernement estimé à 199,8 milliards, elle se détériorerait de 49,3 milliards en 2012, sous l'effet des émissions de d'obligations et de bons du Trésor.

#### **4.1.3. La masse monétaire**

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est attendue en hausse de 7,2% en 2012 contre 5,2% en 2011. Cet accroissement de la liquidité globale devrait se traduire par un renforcement des dépôts bancaires de 6,5% et une hausse de la circulation fiduciaire de 9,6%. Au total, le taux de liquidité globale de l'économie passerait de 39,8% en 2011 à 40,2% en 2012.

## **4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2013**

La situation monétaire devrait être marquée, en 2013, par une amélioration de 142,5 milliards de la position extérieure nette, un accroissement du crédit intérieur de 7,5% et une expansion de 11,1% de la masse monétaire.

### **4.2.1. Les avoirs extérieurs nets**

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 969,6 milliards en 2013 contre 826,6 milliards en 2012. Cette évolution serait essentiellement tirée par la Banque Centrale dont les avoirs nets passeraient de 764,7 milliards à 622,2 milliards entre les deux périodes.

### **4.2.2. Le crédit intérieur**

L'encours du crédit intérieur est projeté à 2.584,7 milliards en 2013 contre 2.404,6 milliards en 2012, soit une hausse de 180,1 milliards. Ce renforcement devrait être porté par les crédits à l'économie projetés à 2.417,9 milliards en 2013 contre 2204,8 milliards en 2012. Ainsi, le financement bancaire de l'activité économique devrait se situer à 31,3% en 2013 contre 30,5% en 2012.

S'agissant de la Position Nette du Gouvernement, elle passerait de 199,8 milliards à 166,8 milliards entre 2012 et 2013, soit une amélioration de 33 milliards.

### **4.2.3. La masse monétaire**

La masse monétaire devrait s'établir à 3.228,1 milliards en 2013, contre 2.905 milliards en 2012, soit une hausse de 11,1%. Cette progression se traduirait par un raffermissement des dépôts privés dans les banques qui ressortiraient à 2512,1 milliards en 2013 et une progression de la circulation fiduciaire de 71,2 milliards. Le taux de liquidité globale de l'économie serait ainsi de 41,8% en 2013 contre 40,2% en 2012, soit un gain de 1,6 point de pourcentage.

\*\*\*\*\*

Des risques substantiels pèsent sur ces projections de croissance en 2012 et 2013 dans un contexte de morosité de l'activité mondiale. En effet, une intensification du ralentissement de la demande mondiale notamment de la part des pays de la zone euro, pourrait peser davantage sur les exportations des économies émergentes en particulier la Chine. D'autres risques pouvant affecter l'économie mondiale, sont la hausse des cours internationaux du pétrole et des produits alimentaires. Au plan interne, les principaux risques concernent l'énergie avec les effets négatifs engendrerait les retards dans la mise en œuvre du plan de restructuration du secteur. A cela s'ajoutent, d'une part, les risques budgétaires liés aux différents fronts sociaux notamment dans les secteurs de l'éducation, de la

santé et de l'assainissement et d'autre part, les risques climatiques face auxquels l'agriculture est très vulnérable.

# ANNEXES

Tableau 1 : Evolution du PIB réel par branche d'activité

Variation en % (croissance en volume)	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
	def.	s. def	prov.	proj	proj	proj	proj
<b>Secteur primaire</b>	<b>-5,8%</b>	<b>19,5%</b>	<b>11,4%</b>	<b>5,0%</b>	<b>-10,8%</b>	<b>8,9%</b>	<b>6,1%</b>
<b>010 020 agriculture</b>	<b>-16,3%</b>	<b>40,1%</b>	<b>18,0%</b>	<b>5,1%</b>	<b>-21,6%</b>	<b>14,9%</b>	<b>8,4%</b>
010 agriculture vivrière	-15,6%	46,5%	12,9%	-2,5%	-10,3%	9,8%	7,5%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	-17,8%	26,1%	31,1%	21,6%	-41,3%	28,4%	10,4%
030 élevage et chasse	5,7%	3,5%	2,7%	6,6%	4,7%	2,4%	4,0%
040 sylviculture, exploitation forestière,	4,8%	-0,2%	5,4%	5,4%	3,0%	3,3%	3,0%
050 pêche	7,4%	-4,2%	4,6%	-0,5%	3,1%	3,0%	2,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>6,6%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>3,5%</b>	<b>5,5%</b>	<b>7,2%</b>	<b>2,7%</b>	<b>5,3%</b>
060 activités extractives	-6,2%	3,1%	59,1%	5,0%	17,5%	8,2%	10,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	-7,4%	-19,3%	25,7%	9,4%	-21,0%	-52,1%	7,0%
<b>999 autres industries</b>	<b>6,2%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,5%</b>	<b>8,0%</b>	<b>2,4%</b>	<b>4,7%</b>
070 Transformation et conservation de viande, pois	4,7%	-4,5%	14,2%	2,6%	0,9%	-0,5%	3,5%
090 travail de grains, fabrication de produits	-1,0%	-17,7%	10,3%	0,0%	13,2%	0,9%	3,4%
100 fabrication de produits alimentaires céréaliers	8,4%	9,8%	2,0%	1,3%	9,7%	7,3%	7,5%
110 fabrication de sucre, transformation	5,4%	-8,7%	-5,5%	8,1%	-7,7%	10,0%	8,0%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	-4,8%	4,5%	6,0%	6,7%	7,9%	-0,9%	4,8%
130 fabrication de boissons	6,9%	-5,9%	2,5%	6,0%	4,3%	-1,4%	4,5%
140 fabrication de produits à base de tabac	-9,2%	99,6%	20,5%	2,5%	3,1%	-0,9%	1,5%
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	4,6%	-4,3%	-0,1%	0,2%	30,4%	15,0%	5,0%
160 fabrication du cuir; fabrication	3,3%	-1,8%	-10,0%	5,0%	-1,8%	-4,9%	2,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	5,8%	11,0%	-0,3%	7,2%	15,8%	3,4%	6,5%
180 fabrication de papier, carton,	6,0%	3,7%	2,5%	1,4%	11,3%	3,1%	4,9%
190 raffinage pétrole, cokéfaction,	133,4%	18,5%	-13,8%	-7,5%	15,2%	6,3%	10,0%
200 fabrication de produits chimiques	13,3%	-16,6%	7,6%	12,4%	11,3%	2,6%	11,6%
210 fabrication de produits en caoutchouc	3,2%	-9,5%	4,4%	-2,0%	10,0%	-7,2%	2,5%
220 fabrication de verre, poterie et matériaux de cc	4,3%	0,1%	11,1%	20,2%	15,4%	-0,6%	-0,1%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	9,4%	-6,6%	-8,6%	6,7%	-2,0%	5,0%	5,5%
240 fabrication de machines	-8,7%	-4,8%	-8,1%	6,7%	10,0%	6,1%	5,0%
250 fabrication d'équipements, d'appareils							
260 construction de matériels de transports	-11,0%	38,8%	-3,7%	5,6%	5,4%	-11,0%	-0,2%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	5,3%	3,6%	1,3%	4,6%	-2,9%	-3,0%	2,5%
280 électricité, gaz et eau	8,5%	4,1%	-4,8%	8,0%	-0,9%	9,7%	6,8%
290 construction	9,4%	-0,6%	-4,6%	4,1%	7,7%	-0,5%	4,5%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6,9%</b>	<b>3,9%</b>	<b>0,7%</b>	<b>3,7%</b>	<b>4,0%</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,7%</b>
300 commerce	4,0%	2,0%	1,9%	0,9%	1,7%	3,7%	3,6%
<b>330 340 transports, postes et télécommunications</b>	<b>11,5%</b>	<b>8,6%</b>	<b>0,4%</b>	<b>7,7%</b>	<b>5,2%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,8%</b>
330 transports	2,9%	2,0%	-14,2%	5,4%	10,5%	3,0%	6,0%
340 postes et télécommunications	16,2%	11,7%	6,8%	8,5%	3,4%	2,5%	3,0%
390 éducation et formation	9,7%	3,8%	3,5%	3,0%	5,0%	2,0%	4,0%
400 activités de santé et action sociale	11,1%	2,4%	1,5%	1,9%	3,7%	5,6%	4,0%
<b>999 Autres services</b>	<b>5,2%</b>	<b>2,1%</b>	<b>-1,3%</b>	<b>3,8%</b>	<b>5,2%</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,5%</b>
310 services de la réparation	7,4%	-0,9%	4,2%	1,0%	4,4%	3,2%	3,5%
320 services d'hébergement et restauration	0,9%	-1,6%	-10,6%	4,6%	4,8%	-15,1%	8,0%
350 services financiers	3,4%	17,0%	-2,3%	5,7%	11,0%	6,0%	6,5%
360 activités immobilières	3,9%	0,5%	1,3%	2,9%	4,0%	3,3%	3,0%
370 activités des services aux entreprises	8,1%	3,1%	-2,4%	5,8%	6,6%	2,7%	3,0%
410 activités à caractère collectif ou personnel	4,8%	0,8%	0,3%	2,6%	2,7%	3,0%	3,0%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	4,7%	17,8%	0,7%	6,9%	11,0%	6,0%	6,5%
<b>380 Activités d'administration publique</b>	<b>5,7%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>2,1%</b>	<b>3,2%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,0%</b>	<b>3,0%</b>
<b>Taxes nettes sur biens et services</b>	<b>5,0%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-4,6%</b>	<b>2,8%</b>	<b>4,4%</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,6%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	<b>4,9%</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,1%</b>	<b>4,1%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,7%</b>	<b>4,3%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)</b>	<b>4,9%</b>	<b>4,4%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,4%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du</b>	<b>6,4%</b>	<b>1,7%</b>	<b>0,8%</b>	<b>4,0%</b>	<b>4,8%</b>	<b>2,9%</b>	<b>4,0%</b>
Production de biens et services	5,8%	4,5%	2,4%	5,1%	4,0%	2,7%	4,6%
Importations de biens et services	14,3%	-0,1%	-4,0%	-1,5%	-0,9%	5,0%	1,0%
Taxes nettes sur les produits	5,0%	-1,1%	-4,6%	2,8%	4,4%	2,8%	3,6%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>7,2%</b>	<b>3,4%</b>	<b>0,9%</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,3%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,0%</b>
Consommations intermédiaires	6,9%	4,7%	1,7%	5,9%	5,8%	1,5%	4,9%
Consommation finale	5,3%	4,9%	3,2%	2,4%	-1,6%	2,7%	3,0%
publique	7,3%	0,7%	2,9%	3,1%	4,2%	4,0%	3,0%
privée	4,9%	5,6%	3,3%	2,2%	-2,5%	2,5%	3,0%
Formation brute de capital fixe	7,4%	8,1%	-4,5%	1,5%	2,2%	6,0%	9,2%
publique	9,2%	3,5%	7,6%	9,1%	-1,9%	13,6%	9,4%
privée	6,8%	9,7%	-8,5%	-1,4%	4,0%	3,0%	9,1%
Exportations de biens et services	-0,1%	1,8%	5,7%	2,8%	-4,3%	-2,6%	3,0%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>7,2%</b>	<b>3,4%</b>	<b>0,9%</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,3%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,0%</b>

Tableau 2 : PIB à prix courants

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE							
En milliards de francs CFA aux prix courants	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>Secteur primaire</b>	<b>642,6</b>	<b>838,1</b>	<b>907,4</b>	<b>970,2</b>	<b>940,4</b>	<b>1 054,1</b>	<b>1 137,9</b>
<b>010 020 agriculture</b>	<b>282,0</b>	<b>459,5</b>	<b>506,6</b>	<b>532,7</b>	<b>441,0</b>	<b>532,0</b>	<b>587,1</b>
010 agriculture vivriere	211,3	359,0	373,2	369,4	343,6	403,9	442,8
020 agriculture industrielle ou d'exportation	70,7	100,5	133,4	163,3	97,4	128,2	144,4
030 élevage et chasse	218,4	235,1	240,6	262,3	290,5	302,6	320,9
040 sylviculture, exploitation forestiere,	49,3	50,8	59,2	69,5	72,3	75,4	78,5
050 pêche	93,0	92,6	100,9	105,7	136,6	144,0	151,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1 125,2</b>	<b>1 205,8</b>	<b>1 243,0</b>	<b>1 321,3</b>	<b>1 498,9</b>	<b>1 588,9</b>	<b>1 738,8</b>
060 activites extractives	51,6	50,7	105,7	123,5	161,0	183,3	211,7
080 fabrication de corps gras alimentaires	6,2	6,5	8,3	9,0	7,4	3,7	4,2
<b>999 autres industries</b>	<b>669,0</b>	<b>731,3</b>	<b>732,0</b>	<b>772,6</b>	<b>879,6</b>	<b>925,5</b>	<b>996,8</b>
070 Transformation et conservation de viande, pois	121,3	123,5	141,6	145,1	151,5	158,6	167,4
090 travail de grains, fabrication de produits	29,0	30,6	33,1	30,6	42,1	42,3	44,4
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	30,7	34,5	33,3	31,9	40,9	48,2	53,4
110 fabrication de sucre, transformation	25,3	22,6	21,7	23,1	22,0	24,2	26,7
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	28,5	30,0	32,1	33,7	39,3	39,4	42,1
130 fabrication de boissons	21,3	20,6	21,3	24,1	25,2	25,3	27,0
140 fabrication de produits à base de tabac	4,7	10,0	11,6	12,1	12,5	12,4	12,5
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	62,9	66,9	67,3	67,3	86,1	102,1	109,3
160 fabrication du cuir; fabrication	8,4	9,0	8,1	8,5	8,3	8,8	9,2
170 travail du bois et fabrication d'articles	28,2	33,7	33,6	35,9	41,6	43,4	46,7
180 fabrication de papier, carton,	34,8	38,1	38,4	39,1	44,9	47,3	50,5
190 raffinage petrole, cokefaction,	18,7	23,6	15,3	15,0	22,0	25,2	29,2
200 fabrication de produits chimiques	64,3	84,4	67,1	82,6	103,2	112,8	130,9
210 fabrication de produits en caoutchouc	21,9	21,1	22,0	22,8	24,7	24,8	25,5
220 fabrication de verre, poterie	55,9	60,6	68,2	76,0	88,1	85,6	89,7
230 metallurgie, fonderie, fabrication	42,0	42,2	38,6	40,9	44,1	44,6	47,9
240 fabrication de machines	4,9	4,9	4,5	4,7	5,1	5,4	5,8
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
260 construction de materiels de transports	3,5	5,2	5,0	5,5	6,0	5,4	5,5
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	62,7	69,7	69,0	73,8	71,9	69,8	72,9
280 electricite, gaz et eau	136,3	154,3	152,7	170,7	185,2	209,2	241,4
290 construction	262,1	262,9	244,2	245,6	265,8	267,1	284,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2 566,2</b>	<b>2 853,9</b>	<b>2 782,9</b>	<b>2 888,5</b>	<b>3 072,2</b>	<b>3 215,6</b>	<b>3 400,7</b>
300 commerce	887,4	990,7	957,8	990,1	1 041,1	1 096,4	1 158,6
<b>330 340 transports, postes et telecommunications</b>	<b>591,6</b>	<b>668,2</b>	<b>635,5</b>	<b>646,5</b>	<b>697,2</b>	<b>732,7</b>	<b>779,4</b>
330 transports	226,1	261,5	221,6	227,9	259,6	277,0	305,3
340 postes et telecommunications	365,5	406,8	413,9	418,6	437,6	455,7	474,1
390 education et formation	206,1	216,5	228,0	239,8	259,5	271,6	285,3
400 activites de sante et action sociale	67,0	77,4	79,5	88,3	92,8	99,0	104,0
<b>999 Autres services</b>	<b>814,2</b>	<b>901,1</b>	<b>882,0</b>	<b>923,9</b>	<b>981,7</b>	<b>1 015,9</b>	<b>1 073,4</b>
310 services de la reparation	48,8	52,7	53,3	55,1	59,4	62,3	65,7
320 services d'hebergement et restauration	47,2	48,7	44,8	46,4	49,0	42,8	46,6
350 services financiers	158,7	188,4	182,2	195,5	206,4	222,1	241,3
360 activites immobilieres	299,4	338,4	342,6	357,7	367,9	382,0	403,3
370 activites des services aux entreprises	268,3	295,6	283,3	298,4	328,9	342,8	360,2
410 activites à caractere collectif ou personnel	101,8	109,7	110,2	114,0	121,1	126,6	133,0
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-109,9	-132,5	-134,5	-143,2	-151,2	-162,6	-176,7
<b>Administration publique</b>	<b>1 074,3</b>	<b>1 096,7</b>	<b>1 096,1</b>	<b>1 188,6</b>	<b>1 305,0</b>	<b>1 366,5</b>	<b>1 440,8</b>
<b>380 Activites d'administration publique</b>	<b>331,6</b>	<b>361,7</b>	<b>373,6</b>	<b>396,8</b>	<b>427,5</b>	<b>451,3</b>	<b>474,1</b>
<b>Taxes nettes sur biens et services</b>	<b>742,8</b>	<b>735,0</b>	<b>722,4</b>	<b>791,8</b>	<b>877,5</b>	<b>915,2</b>	<b>966,7</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	<b>5 408,3</b>	<b>5 994,5</b>	<b>6 029,4</b>	<b>6 368,6</b>	<b>6 816,4</b>	<b>7 225,0</b>	<b>7 718,1</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)</b>	<b>4 665,6</b>	<b>5 259,5</b>	<b>5 306,9</b>	<b>5 576,8</b>	<b>5 939,0</b>	<b>6 309,9</b>	<b>6 751,4</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)</b>	<b>5 126,4</b>	<b>5 535,0</b>	<b>5 522,7</b>	<b>5 835,9</b>	<b>6 375,4</b>	<b>6 693,0</b>	<b>7 131,0</b>
Production de biens et services	9 126,5	10 329,2	10 211,5	10 888,1	11 800,0	12 385,5	13 292,3
Importations de biens et services	2 587,6	3 142,9	2 490,3	2 577,7	2 950,5	3 113,0	3 195,5
Taxes nettes sur les produits	742,8	735,0	722,4	791,8	877,5	915,2	966,7
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>12 456,8</b>	<b>14 207,1</b>	<b>13 424,2</b>	<b>14 257,7</b>	<b>15 627,9</b>	<b>16 413,6</b>	<b>17 454,5</b>
Consommations intermédiaires	4 460,9	5 069,7	4 904,6	5 311,4	5 861,0	6 075,6	6 540,8
Consommation finale	5 037,7	5 696,4	5 714,9	5 921,7	6 081,2	6 359,4	6 719,8
publique	767,1	806,4	870,7	944,2	1 058,3	1 133,6	1 202,7
privée	4 270,6	4 890,0	4 844,3	4 977,5	5 023,0	5 225,8	5 517,1
Formation brute de capital fixe	1 414,1	1 607,6	1 388,0	1 414,5	1 529,3	1 655,6	1 855,1
publique	349,1	372,9	385,6	415,7	438,6	509,7	573,4
privée	1 065,0	1 234,7	1 002,4	998,8	1 090,7	1 145,9	1 281,7
Variation de stocks	168,0	267,1	-55,1	17,4	420,3	537,9	486,2
Exportations de biens et services	1 376,2	1 566,3	1 471,8	1 592,7	1 736,0	1 785,2	1 852,6
<b>TOTAL DESEMPLOIS</b>	<b>12 456,8</b>	<b>14 207,1</b>	<b>13 424,2</b>	<b>14 257,7</b>	<b>15 627,9</b>	<b>16 413,6</b>	<b>17 454,5</b>



Tableau 3 : Déflateur du PIB

DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 1999							
Variation en %	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>Secteur primaire</b>	<b>7,8%</b>	<b>9,1%</b>	<b>-2,8%</b>	<b>1,8%</b>	<b>8,7%</b>	<b>2,9%</b>	<b>1,7%</b>
<b>010 020 agriculture</b>	<b>5,0%</b>	<b>16,3%</b>	<b>-6,6%</b>	<b>0,1%</b>	<b>5,6%</b>	<b>5,0%</b>	<b>1,8%</b>
010 agriculture vivrière	7,4%	16,0%	-7,9%	1,5%	3,8%	7,0%	2,0%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	-2,0%	12,7%	1,3%	0,7%	1,5%	2,5%	2,0%
030 élevage et chasse	6,1%	4,0%	-0,4%	2,2%	5,8%	1,7%	2,0%
040 sylviculture, exploitation forestière,	22,0%	3,4%	10,5%	11,3%	1,0%	1,0%	1,0%
050 pêche	9,7%	4,1%	4,2%	5,3%	25,3%	2,4%	3,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>4,4%</b>	<b>8,3%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>0,7%</b>	<b>5,8%</b>	<b>3,3%</b>	<b>3,9%</b>
060 activités extractives	5,5%	-4,6%	31,1%	11,3%	10,9%	5,2%	5,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	1,2%	30,0%	1,1%	-0,9%	3,5%	6,2%	3,5%
<b>999 autres industries</b>	<b>4,5%</b>	<b>11,9%</b>	<b>-4,5%</b>	<b>0,0%</b>	<b>5,4%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,8%</b>
070 Transformation et conservation de viande, pois	1,0%	6,6%	0,4%	-0,1%	3,5%	5,2%	2,0%
090 travail de grains, fabrication de produits	1,3%	28,4%	-2,0%	-7,5%	21,7%	-0,5%	1,5%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	2,2%	2,5%	-5,4%	-5,7%	17,0%	9,9%	3,0%
110 fabrication de sucre, transformation	0,7%	-2,2%	1,5%	-1,7%	3,5%	0,0%	2,0%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	9,8%	0,8%	1,0%	-1,8%	8,1%	1,2%	2,0%
130 fabrication de boissons	0,3%	2,9%	0,7%	7,0%	0,1%	1,9%	2,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,2%	6,1%	-4,0%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	2,7%	11,2%	0,7%	-0,2%	-1,9%	3,1%	2,0%
160 fabrication du cuir; fabrication	4,4%	8,5%	-0,1%	0,1%	-0,5%	11,7%	2,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	3,6%	7,7%	0,1%	-0,4%	0,0%	0,9%	1,0%
180 fabrication de papier, carton,	6,8%	5,5%	-1,5%	0,4%	3,1%	2,1%	1,9%
190 raffinage pétrole, cokéfaction,	6,2%	6,8%	-25,0%	5,8%	27,6%	8,0%	5,0%
200 fabrication de produits chimiques	5,0%	57,6%	-26,2%	9,5%	12,3%	6,5%	4,0%
210 fabrication de matériels de transports	4,3%	6,4%	0,2%	5,4%	-1,2%	8,0%	0,5%
220 fabrication de verre, poterie	8,5%	8,3%	1,2%	-7,4%	0,5%	-2,3%	5,0%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	4,3%	7,6%	0,1%	-0,7%	10,0%	-3,8%	2,0%
240 fabrication de machines	4,3%	4,7%	1,3%	-2,2%	-1,5%	-0,7%	2,0%
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	2,0%	0,0%	0,0%
260 construction de matériels de transports	4,8%	7,3%	0,5%	3,7%	3,4%	1,5%	2,0%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	7,1%	7,2%	-2,2%	2,2%	0,3%	0,1%	2,0%
280 électricité, gaz et eau	9,2%	8,7%	4,0%	3,5%	9,5%	3,0%	8,0%
290 construction	2,1%	0,9%	-2,6%	-3,4%	0,5%	1,0%	2,0%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4,8%</b>	<b>7,1%</b>	<b>-3,1%</b>	<b>0,1%</b>	<b>2,3%</b>	<b>1,7%</b>	<b>2,0%</b>
300 commerce	6,8%	9,5%	-5,1%	2,5%	3,4%	1,6%	2,0%
<b>330 340 transports, postes et télécommunications</b>	<b>0,9%</b>	<b>4,1%</b>	<b>-5,3%</b>	<b>-5,5%</b>	<b>2,5%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,5%</b>
330 transports	4,7%	13,4%	-1,2%	-2,5%	3,1%	3,6%	4,0%
340 postes et télécommunications	-0,4%	-0,4%	-4,7%	-6,7%	1,1%	1,6%	1,0%
390 éducation et formation	7,2%	1,2%	1,7%	2,1%	3,1%	2,6%	1,0%
400 activités de santé et action sociale	1,9%	12,8%	1,3%	8,9%	1,4%	1,0%	1,0%
<b>999 Autres services</b>	<b>5,7%</b>	<b>8,4%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,1%</b>	<b>2,1%</b>
310 services de la réparation	5,4%	9,2%	-2,9%	2,2%	3,4%	1,5%	2,0%
320 services d'hébergement et restauration	5,2%	4,8%	2,9%	-1,1%	0,9%	2,7%	1,0%
350 services financiers	1,6%	1,5%	-1,0%	1,4%	-4,9%	1,5%	2,0%
360 activités immobilières	9,4%	12,5%	-0,1%	1,5%	-1,1%	0,5%	2,5%
370 activités des services aux entreprises	3,5%	6,9%	-1,8%	-0,4%	3,4%	1,5%	2,0%
410 activités à caractère collectif ou personnel	3,5%	7,0%	0,1%	0,9%	3,4%	1,5%	2,0%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	1,6%	2,4%	0,8%	-0,4%	-4,9%	1,5%	2,0%
<b>Administration publique</b>	<b>6,6%</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,4%</b>	<b>5,4%</b>	<b>5,3%</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,0%</b>
<b>380 Activités d'administration publique</b>	<b>5,9%</b>	<b>9,9%</b>	<b>1,1%</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,4%</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,0%</b>
<b>Taxes nettes sur biens et services</b>	<b>6,9%</b>	<b>0,1%</b>	<b>3,0%</b>	<b>6,7%</b>	<b>6,2%</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,0%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	<b>5,3%</b>	<b>6,9%</b>	<b>-1,4%</b>	<b>1,4%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,4%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du</b>	<b>5,3%</b>	<b>6,2%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,5%</b>
Production de biens et services	7,0%	8,3%	-3,3%	0,7%	2,5%	4,3%	2,3%
Importations de biens et services	7,4%	21,6%	-17,4%	5,1%	15,5%	0,5%	1,6%
Taxes nettes sur les produits	6,9%	0,1%	3,0%	6,7%	6,2%	1,5%	2,0%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>6,4%</b>	<b>10,3%</b>	<b>-6,3%</b>	<b>3,0%</b>	<b>6,1%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,2%</b>
Consommations intermédiaires	6,4%	8,6%	-4,8%	2,2%	4,3%	2,1%	2,6%
Consommation finale	5,4%	7,8%	-2,8%	1,2%	4,3%	1,8%	2,6%
publique	7,0%	4,4%	4,9%	5,1%	7,6%	3,0%	3,0%
privée	5,1%	8,4%	-4,1%	0,6%	3,5%	1,5%	2,5%
Formation brute de capital fixe	2,8%	5,2%	-9,6%	0,4%	5,8%	2,1%	2,6%
publique	2,3%	3,2%	-3,9%	-1,2%	7,6%	2,3%	2,8%
privée	3,1%	5,7%	-11,3%	1,1%	5,0%	2,0%	2,5%
Exportations de biens et services	9,8%	11,7%	-11,1%	5,3%	13,9%	5,6%	0,8%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>6,4%</b>	<b>10,3%</b>	<b>-6,3%</b>	<b>3,0%</b>	<b>6,1%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,2%</b>

Tableau 4 : Structure du PIB

En % du PIB	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>Secteur primaire</b>	<b>11,9%</b>	<b>14,0%</b>	<b>15,0%</b>	<b>15,2%</b>	<b>13,8%</b>	<b>14,6%</b>	<b>14,7%</b>
010 020 agriculture	5,2%	7,7%	8,4%	8,4%	6,5%	7,4%	7,6%
010 agriculture vivriere	3,9%	6,0%	6,2%	5,8%	5,0%	5,6%	5,7%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	1,3%	1,7%	2,2%	2,6%	1,4%	1,8%	1,9%
030 élevage et chasse	4,0%	3,9%	4,0%	4,1%	4,3%	4,2%	4,2%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	0,9%	0,8%	1,0%	1,1%	1,1%	1,0%	1,0%
050 pêche	1,7%	1,5%	1,7%	1,7%	2,0%	2,0%	2,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>20,8%</b>	<b>20,1%</b>	<b>20,6%</b>	<b>20,7%</b>	<b>22,0%</b>	<b>22,0%</b>	<b>22,5%</b>
060 activites extractives	1,0%	0,8%	1,8%	1,9%	2,4%	2,5%	2,7%
080 fabrication de corps gras alimentaires	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
999 autres industries	12,4%	12,2%	12,1%	12,1%	12,9%	12,8%	12,9%
070 Transformation et conservation de viande, pois	2,2%	2,1%	2,3%	2,3%	2,2%	2,2%	2,2%
090 travail de grains, fabrication de produits	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,6%	0,7%	0,7%
110 fabrication de sucre, transformation	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%
130 fabrication de boissons	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	1,2%	1,1%	1,1%	1,1%	1,3%	1,4%	1,4%
160 fabrication du cuir; fabrication	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
170 travail du bois et fabrication d'articles	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
180 fabrication de papier, carton,	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%
190 raffinage petrole, cokefaction,	0,3%	0,4%	0,3%	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%
200 fabrication de produits chimiques	1,2%	1,4%	1,1%	1,3%	1,5%	1,6%	1,7%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%
220 fabrication de verre, poterie	1,0%	1,0%	1,1%	1,2%	1,3%	1,2%	1,2%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	0,8%	0,7%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
240 fabrication de machines	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de materiels de transports	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	1,2%	1,2%	1,1%	1,2%	1,1%	1,0%	0,9%
280 electricite, gaz et eau	2,5%	2,6%	2,5%	2,7%	2,7%	2,9%	3,1%
290 construction	4,8%	4,4%	4,1%	3,9%	3,9%	3,7%	3,7%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>47,4%</b>	<b>47,6%</b>	<b>46,2%</b>	<b>45,4%</b>	<b>45,1%</b>	<b>44,5%</b>	<b>44,1%</b>
300 commerce	16,4%	16,5%	15,9%	15,5%	15,3%	15,2%	15,0%
330 340 transports, postes et telecommunications	10,9%	11,1%	10,5%	10,2%	10,2%	10,1%	10,1%
330 transports	4,2%	4,4%	3,7%	3,6%	3,8%	3,8%	4,0%
340 postes et telecommunications	6,8%	6,8%	6,9%	6,6%	6,4%	6,3%	6,1%
390 education et formation	3,8%	3,6%	3,8%	3,8%	3,8%	3,8%	3,7%
400 activites de sante et action sociale	1,2%	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%	1,3%
999 Autres services	15,1%	15,0%	14,6%	14,5%	14,4%	14,1%	13,9%
310 services de la reparation	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
320 services d'hebergement et restauration	0,9%	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%
350 services financiers	2,9%	3,1%	3,0%	3,1%	3,0%	3,1%	3,1%
360 activites immobilieres	5,5%	5,6%	5,7%	5,6%	5,4%	5,3%	5,2%
370 activites des services aux entreprises	5,0%	4,9%	4,7%	4,7%	4,8%	4,7%	4,7%
410 activites à caractere collectif ou personnel	1,9%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,7%
420 Services d'intermediation financiere i. m.	-2,0%	-2,2%	-2,2%	-2,2%	-2,2%	-2,3%	-2,3%
<b>380 Activites d'administration publique</b>	<b>6,1%</b>	<b>6,0%</b>	<b>6,2%</b>	<b>6,2%</b>	<b>6,3%</b>	<b>6,2%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Taxes nettes sur biens et services</b>	<b>13,7%</b>	<b>12,3%</b>	<b>12,0%</b>	<b>12,4%</b>	<b>12,9%</b>	<b>12,7%</b>	<b>12,5%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)</b>	<b>94,8%</b>	<b>92,3%</b>	<b>91,6%</b>	<b>91,6%</b>	<b>93,5%</b>	<b>92,6%</b>	<b>92,4%</b>
Production de biens et services	168,7%	172,3%	169,4%	171,0%	173,1%	171,4%	172,2%
Importations de biens et services	47,8%	52,4%	41,3%	40,5%	43,3%	43,1%	41,4%
Taxes nettes sur les produits	13,7%	12,3%	12,0%	12,4%	12,9%	12,7%	12,5%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>230,3%</b>	<b>237,0%</b>	<b>222,6%</b>	<b>223,9%</b>	<b>229,3%</b>	<b>227,2%</b>	<b>226,1%</b>
Consommations intermédiaires	13,7%	84,6%	81,3%	83,4%	86,0%	84,1%	84,7%
Consommation finale	93,1%	95,0%	94,8%	93,0%	89,2%	88,0%	87,1%
publique	14,2%	13,5%	14,4%	14,8%	15,5%	15,7%	15,6%
privée	79,0%	81,6%	80,3%	78,2%	73,7%	72,3%	71,5%
Formation brute de capital fixe	26,1%	26,8%	23,0%	22,2%	22,4%	22,9%	24,0%
publique	6,5%	6,2%	6,4%	6,5%	6,4%	7,1%	7,4%
privée	19,7%	20,6%	16,6%	15,7%	16,0%	15,9%	16,6%
Variation de stocks	3,1%	4,5%	-0,9%	0,3%	6,2%	7,4%	6,3%
Exportations de biens et services	25,4%	26,1%	24,4%	25,0%	25,5%	24,7%	24,0%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>230,3%</b>	<b>237,0%</b>	<b>222,65%</b>	<b>223,88%</b>	<b>229,27%</b>	<b>227,18%</b>	<b>226,15%</b>

Tableau 5 : Recettes de l'Etat 2007- 2013

**Tableau 1** : Evolution des recettes budgétaires

Poste recette	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Proj.	2013 proj.
<b>1- IMPOTS DIRECTS</b>	<b>214,2</b>	<b>219,1</b>	<b>231,6</b>	<b>272,6</b>	<b>285,1</b>	<b>339,0</b>	<b>345,6</b>	<b>384,1</b>	<b>399,1</b>
impôts sur les sociétés	83,9	80,3	78,7	86,7	78,0	106,1	98,0	101,4	132,9
impôts sur le revenu	101,1	106,9	120,6	151,3	173,6	191,0	211,4	235,0	223,1
IRVM / IRCM	18,3	20,9	20,3	23,4	21,7	29,2	21,5	29,6	25,0
Taxe sur la plus value immobilière	1,5	1,4	2,2	1,6	1,8	1,9	2,3	2,5	2,6
CFCE	9,4	9,6	9,7	9,6	10,0	10,8	12,4	15,6	15,5
<b>2- IMPOTS INDIRECTS</b>	<b>601,7</b>	<b>662,4</b>	<b>743,3</b>	<b>736,0</b>	<b>722,5</b>	<b>792,2</b>	<b>862,4</b>	<b>919,9</b>	<b>1013,8</b>
<b>2.1 TAXES SUR BIENS ET SERVICES (y compris TVA porte)</b>	<b>462,8</b>	<b>505,7</b>	<b>558,0</b>	<b>545,9</b>	<b>558,7</b>	<b>610,6</b>	<b>658,6</b>	<b>707,3</b>	<b>811,4</b>
<b>Taxes sur biens et services intérieurs (hors Tva import)</b>	<b>274,7</b>	<b>285,7</b>	<b>309,6</b>	<b>306,4</b>	<b>335,9</b>	<b>370,0</b>	<b>410,6</b>	<b>409,9</b>	<b>450,7</b>
TVA intérieure hors pétrole	142,6	156,7	174,7	164,7	195,8	216,5	236,9	249,0	264,0
TVA intérieure pétrole	14,3	12,5	13,6	30,8	14,2	20,9	34,0	2,1	10,2
Taxe sur les opérat. Bancaires (TOB)	17,6	19,8	25,2	23,1	28,5	30,6	34,3	39,0	40,8
Taxe d'égalisation TE	9,8	10,3	0,0						
Taxe sur la Consommation Hors pétrole	20,1	15,6	15,4	14,9	19,3	28,7	38,9	42,7	47,8
<i>Taxes spécifiques (hors pétrole et RUTEL)</i>	<i>20,1</i>	<i>15,6</i>	<i>15,4</i>	<i>14,9</i>	<i>14,2</i>	<i>18,70</i>	<i>22,2</i>	<i>23,7</i>	<i>29,0</i>
<i>RUTEL</i>					<i>5,1</i>	<i>10,0</i>	<i>16,7</i>	<i>19,0</i>	<i>18,8</i>
Taxe spécifique pétrole (hors TUR)	62,6	63,6	71,9	64,0	69,4	63,9	55,6	56,4	60,3
Taxe sur les véhicules	4,0	4,0	4,0	4,9	4,7	5,0	6,0	6,0	7,1
Taxe sur les contrats d'assurance	3,7	3,2	4,8	4,0	4,0	4,4	4,9	4,7	5,5
CSMC								10,0	15,0
<b>TVA à l'import</b>	<b>188,1</b>	<b>220,0</b>	<b>248,5</b>	<b>239,5</b>	<b>222,8</b>	<b>240,6</b>	<b>248,0</b>	<b>297,4</b>	<b>360,7</b>
Tva import hors pétrole	139,9	156,6	185,2	184,5	169,0	192,7	181,4	207,8	241,4
Tva import pétrole	48,2	63,4	63,3	55,0	53,8	47,9	66,6	89,6	119,3
<b>2.2 DROIT DE PORTE</b>	<b>138,9</b>	<b>156,7</b>	<b>185,3</b>	<b>190,1</b>	<b>163,8</b>	<b>181,6</b>	<b>203,8</b>	<b>212,6</b>	<b>202,4</b>
Droit de porte hors pétrole	128,4	129,2	162,0	177,7	150,4	164,0	184,5	191,9	180,0
Droit de porte pétrole	10,5	27,5	23,3	12,4	13,4	17,6	19,3	20,7	22,4
<b>Pm : TOTAL recouvrés par DGD Douanes</b>	<b>327,0</b>	<b>376,7</b>	<b>433,8</b>	<b>429,6</b>	<b>386,6</b>	<b>422,2</b>	<b>451,8</b>	<b>510,0</b>	<b>563,1</b>
<b>3- DROITS ENREGIST. ET TIMBRE</b>	<b>34,7</b>	<b>37,0</b>	<b>40,8</b>	<b>45,2</b>	<b>45,1</b>	<b>51,4</b>	<b>51,2</b>	<b>55,9</b>	<b>57,4</b>
Droits enregistrements, hypothèque	23,2	24,4	27,8	32,2	33,2	39,1	38,2	42,7	42,1
Droits de timbre	11,5	12,6	13,0	13,0	11,9	12,3	13,0	13,2	15,3
<b>4- FSIPP (Fonds sécurisat° des importat° produits pétroliers)</b>		<b>3,4</b>	<b>25,8</b>	<b>33,4</b>	<b>31,9</b>	<b>12,2</b>	<b>27,6</b>	<b>19,5</b>	<b>21,4</b>
<b>RECETTES FISCALES (1+2+3+4)</b>	<b>850,7</b>	<b>921,9</b>	<b>1041,4</b>	<b>1087,2</b>	<b>1084,6</b>	<b>1194,8</b>	<b>1286,9</b>	<b>1379,4</b>	<b>1491,7</b>
<b>5- Revenus du domaine, dividendes et produits financiers</b>	<b>26,4</b>	<b>35,2</b>	<b>53,1</b>	<b>58,5</b>	<b>34,9</b>	<b>39,6</b>	<b>34,1</b>	<b>90,0</b>	<b>74,4</b>
<i>Revenus du domaine immob. forest. mines, maritime.</i>	14,5	6,2	19,7	5,8	6,5	12,3	9,8	16,9	18,7
<i>Redevances télécommunications</i>						8,0	6,0	42,0	0,0
<i>Dividendes et produits financiers</i>	11,9	29	33,4	52,7	28,4	19,3	18,3	31,1	55,7
<b>6- Autres recettes non fiscales</b>	<b>3,1</b>	<b>5,5</b>	<b>5,5</b>	<b>6,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>15,4</b>	<b>2,0</b>	<b>3,0</b>
<b>RECETTES NON FISCALES (5+6)</b>	<b>29,5</b>	<b>40,7</b>	<b>58,6</b>	<b>64,9</b>	<b>37,3</b>	<b>41,7</b>	<b>49,5</b>	<b>92,0</b>	<b>77,4</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>880,2</b>	<b>962,6</b>	<b>1100,0</b>	<b>1152,1</b>	<b>1121,9</b>	<b>1236,5</b>	<b>1336,4</b>	<b>1471,4</b>	<b>1569,1</b>

Tableau 6 : Tableau des Opération Financières de l'Etat 2007-2013

(en milliards sauf indication contraire)	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Proj.	2013 Proj.
<b>1. Total recettes et dons</b>	<b>1231,3</b>	<b>1291,8</b>	<b>1304,7</b>	<b>1398,3</b>	<b>1525,9</b>	<b>1723,3</b>	<b>1812,4</b>
<b>1.1 Recettes budgétaires et FSE</b>	<b>1100,0</b>	<b>1152,1</b>	<b>1121,9</b>	<b>1236,5</b>	<b>1375,9</b>	<b>1511,4</b>	<b>1604,5</b>
Recettes budgétaires hors Fse			1121,9	1236,5	1336,4	1471,4	1569,1
Recettes fiscales	1041,4	1087,2	1084,6	1194,7	1286,9	1379,4	1491,7
Recettes non fiscales	58,6	64,9	37,3	41,7	49,5	92,0	77,4
FSE					39,5	40,0	35,4
<b>1.2 Dons</b>	<b>131,3</b>	<b>139,7</b>	<b>182,8</b>	<b>161,9</b>	<b>150,0</b>	<b>211,9</b>	<b>207,9</b>
Budgétaires	48,4	38,4	46,5	21,5	37,5	48,1	38,9
En capital	82,9	101,3	136,3	140,4	112,5	163,8	168,9
<i>Dons syst. Nations unies pour monde rural</i>							
<b>2. Dépenses totales et prêts (net)</b>	<b>1435,6</b>	<b>1578,5</b>	<b>1608,0</b>	<b>1728,8</b>	<b>1972,5</b>	<b>2148,7</b>	<b>2190,2</b>
<b>2.1 Dépenses courantes</b>	<b>864,9</b>	<b>978,7</b>	<b>997,9</b>	<b>995,2</b>	<b>1193,6</b>	<b>1282,0</b>	<b>1277,8</b>
<b>Traitements et salaires</b>	<b>328,6</b>	<b>347,7</b>	<b>364,4</b>	<b>392,3</b>	<b>428,0</b>	<b>454,0</b>	<b>467,1</b>
<b>Intérêts sur la dette publique</b>	<b>29,0</b>	<b>38,5</b>	<b>45,3</b>	<b>60,1</b>	<b>103,8</b>	<b>122,2</b>	<b>145,5</b>
Extérieure	21,6	23,5	23,1	38,0	59,0	56,2	63,5
Intérieure	7,4	15,0	22,2	22,1	44,7	66,0	82,0
<b>Autres dépenses courantes</b>	<b>507,3</b>	<b>592,5</b>	<b>588,2</b>	<b>542,8</b>	<b>661,8</b>	<b>705,8</b>	<b>665,2</b>
Fournitures, entretien et autres	240,4	239,0	339,5	302,6	342,2	365,8	362,6
<i>dont FSE location</i>					41,2		
<i>dont FSE Administration/fin expend.</i>							
Transferts et subventions	252,0	333,0	248,6	240,2	319,6	328,0	290,7
<i>dont Filet social (subvention GPL+ SAR)</i>	55,0	69,7				4,0	0,0
<i>dont SENELEC compensation initiale</i>						99,0	80,0
<i>dont Denrées alimentaires et sécheresse</i>						8,0	0,0
PPTEet IADM financed	14,9	20,5	9,0	12,3	0,0	12,0	11,9
<b>2.2 Dépenses en capital</b>	<b>565,3</b>	<b>594,7</b>	<b>606,9</b>	<b>735,7</b>	<b>750,5</b>	<b>874,7</b>	<b>912,4</b>
<b>Financement intérieur et sur prêts non concess</b>	<b>362,1</b>	<b>314,2</b>	<b>369,3</b>	<b>436,5</b>	<b>508,6</b>	<b>504,3</b>	<b>515,3</b>
- Sur ressources Non PPTE et IADM	302,0	251,3	309,2	390,0	508,6	456,4	467,8
- Sur ressources PPTEet IADM	60,1	62,9	60,1	46,5	0,0	47,9	47,4
<b>Financement extérieur</b>	<b>203,2</b>	<b>280,5</b>	<b>237,6</b>	<b>299,1</b>	<b>241,9</b>	<b>370,4</b>	<b>397,1</b>
<b>2.3 Prêts nets</b>	<b>5,4</b>	<b>5,1</b>	<b>3,2</b>	<b>-2,1</b>	<b>28,4</b>	<b>-8,0</b>	<b>0,0</b>
prêts rétrocédés	10,1	12,4	6,0	1,3	35,9	12,0	12,8
<i>dont FSE</i>					34,0		
remboursement des prêts rétrocédés	-4,7	-7,3	-2,8	-3,4	-7,5	-20,0	-12,8
<b>2.4 Couts temporaires des réformes structurelles</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Solde Global de l'Administration Centrale	-204,3	-286,8	-303,3	-330,5	-446,6	-425,4	-377,8
Entites non financieres du secteur public							
Revenues	232,2	245,1	256,2	272,5	298,2	334,4	356,3
Depenses	214,7	231,9	246,8	275,7	291,9	334,4	356,3
Solde Global des entites non financieres du secteur public	17,6	13,2	9,4	-3,2	6,3	0,0	0,0
<b>Solde de base (définition UEMOA)</b>	<b>-127,0</b>	<b>-140,9</b>	<b>-245,3</b>	<b>-195,3</b>	<b>-326,3</b>	<b>-274,9</b>	<b>-188,6</b>
<b>5. Solde global dons compris (-)</b>	<b>-186,7</b>	<b>-273,6</b>	<b>-293,9</b>	<b>-333,7</b>	<b>-440,3</b>	<b>-425,4</b>	<b>-377,8</b>
Solde global dons non compris (-)	-318,0	-413,3	-476,7	-495,5	-590,3	-637,3	-585,7

Tableau 7: Tableau des Opération Financières de l'Etat 2007-2013 (suite et fin)

TOFE (suite1)							
(en milliards sauf indication contraire)	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Proj	2013 Proj.
<b>6. Financement</b>	<b>186,7</b>	<b>273,6</b>	<b>293,9</b>	<b>333,7</b>	<b>440,3</b>	<b>425,5</b>	<b>377,7</b>
<b>7. Financement extérieur</b>	<b>123,6</b>	<b>222,9</b>	<b>225,5</b>	<b>180,0</b>	<b>421,2</b>	<b>361,8</b>	<b>328,5</b>
<b>Tirages</b>	<b>149,1</b>	<b>261,9</b>	<b>162,6</b>	<b>189,8</b>	<b>173,1</b>	<b>338,5</b>	<b>254,2</b>
<i>Trésorerie</i>	18,7	70,2	55,3	29,7	39,8	117,9	37,2
<i>dont tirage trésorerie France (AFD)</i>							
<i>Prêts projets</i>	130,4	191,7	107,3	160,1	133,3	220,6	217,0
Amortissement	-39,7	-44,1	-41,7	-36,0	-85,9	-88,8	-91,4
Assistance PPTE (intérêts et amortissements)	20,5	15,9	16,6	18,5	13,0	17,8	18,0
Emissions Bons Trésor, Emprunts, Banques s/région (n)	8,2	-10,8	0,0	7,7	184,4	88,7	17,7
<i>dont Bons du Trésor</i>					81,8	11,3	25,5
<i>dont emprunt obligataire</i>					72,6	77,5	-7,7
<i>dont Autres emprunts auprès autres Pays Uemoa</i>					30,0		
Emprunts non concess. Autoroute/for infrastructure développement		0,0	88,0		136,6	5,6	129,9
Emprunts non concessionnel BID							
<b>8 Financement intérieur (I.+II.)</b>	<b>63,1</b>	<b>42,2</b>	<b>68,8</b>	<b>155,8</b>	<b>15,3</b>	<b>89,7</b>	<b>49,2</b>
<b>I. Financement Bancaire (A+B+C)</b>	<b>116,7</b>	<b>-43,0</b>	<b>97,9</b>	<b>155,3</b>	<b>-58,6</b>	<b>49,7</b>	<b>39,2</b>
<b>A. BCEAO (1+2+3)</b>	<b>10,5</b>	<b>-72,0</b>	<b>133,1</b>	<b>161,8</b>	<b>-69,4</b>	<b>2,6</b>	<b>-14,0</b>
<b>1. Concours</b>	<b>-7,2</b>	<b>10,3</b>	<b>122,0</b>	<b>11,8</b>	<b>-6,6</b>	<b>-13,9</b>	<b>-14,0</b>
Avances statutaire	-7,2	-7,3	-7,6	-7,9	-8,1	-8,4	0,0
Titres d'Etat	0,0	0,0	0,0	-0,8	0,0		
Contrepart of SDR						-2,8	-11,3
Variation net FMI	0,0	17,6	46,3	25,8	6,0	-2,7	-2,8
Dépôt Kowéïtien				-5,3	-4,5		0,0
<b>2. Dépôts</b>	<b>19,1</b>	<b>-82,9</b>	<b>12,3</b>	<b>150,1</b>	<b>-63,2</b>	<b>16,5</b>	<b>0,0</b>
<i>dont Ressources affectées (Eurobds/Autoroute)</i>					-76,4		
Compte PPTE IADM						0,0	0,0
Autres dépôts	0,0				13,2	16,5	0,0
<b>3. Encaisse du Trésor</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,6</b>	<b>-1,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>B. Banques commerciales</b>	<b>100,3</b>	<b>37,8</b>	<b>-27,4</b>	<b>-6,5</b>	<b>8,9</b>	<b>47,0</b>	<b>53,2</b>
<b>1. Concours</b>	<b>101,4</b>	<b>7,9</b>	<b>6,4</b>	<b>12,2</b>	<b>45,2</b>	<b>6,0</b>	<b>53,2</b>
Titres Publics nets ()					45,2	37,5	53,2
Bons du Trésor par adjudication	8,2	-0,8	10,9	-51,1	4,8	11,3	76,4
Emprunt obligataire par adjudication	0,0	9,7			36,2	26,3	-23,1
Emprunt obligataire par APE					-12,8	0,0	0,0
<b>Autres dettes bancaires directes net ()</b>		<b>0,0</b>			<b>4,0</b>	<b>-31,5</b>	<b>0,0</b>
<i>dont crédits Banque Atlantique</i>							
<b>2. Dépôts et obligations cautionnées</b>	<b>-1,1</b>	<b>29,9</b>	<b>-33,8</b>	<b>-18,7</b>	<b>-36,3</b>	<b>41,0</b>	<b>0,0</b>
<b>C. Institutions financières non-bancaires</b>							
Dépôts aux Centres de Chèques Postaux	5,9	-8,8	-7,8	0,0	1,9	0,0	0,0
<b>II. Financement non-bancaire</b>	<b>-53,6</b>	<b>85,2</b>	<b>-29,1</b>	<b>0,5</b>	<b>73,9</b>	<b>40,0</b>	<b>10,0</b>
Titres d'Etat détenus hors du système bancaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources privatisations & actifs	89,3	18,8	0,0	0,0	0,0	40,0	10,0
Arriérés extra-budgétaires	0,0	0,0	0,0	-12,5	-8,9		
Correspondants	-46,5	4,2	20,6	-32,8	122,2		
<b>Autres 5/</b>	<b>-96,4</b>	<b>62,2</b>	<b>-49,7</b>	<b>45,8</b>	<b>-39,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Emprunts d'équipement à long terme (PBE)	-0,1	0,2	-0,2	0,0	0,0		
Bons de Trésor sur formule	-1,8	-0,7	-0,1	0,0	0,0		
Autres		62,7	-49,8	45,8	-39,4	0,0	0,0
Régularisation des arriérés de paiement (compte de dépôt)	-94,5					-26,0	
Régularisation des dépenses extrab, dettes agences et compte de dépôt							
Erreurs et omissions	0,0	8,4	-0,4	-2,1	3,8	0,0	0,0
<b>9. Ecart de financement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

SENEGAL : BALANCE DES PAIEMENTS 2009 – 2017					
Selon la 5ème édition du manuel de balance des paiements, adaptée à l'optique BCEAO					
En milliards de F.CFA	2009	2 010	2011	2012	2013
	EST	EST	PROJ	PROJ	PROJ
BALANCE DES BIENS	-957,7	-950,5	-1 153,7	-1 260,9	-1 274,8
EXPORTATIONS FOB	990,1	1 071,9	1 200,4	1 235,8	1 292,7
IMPORTATIONS FOB	1 947,8	2 022,4	2 354,1	2 496,7	2 567,5
SERVICES NETS	-60,8	-34,7	-60,8	-66,9	-68,2
dont FRET ET ASSURANCE	-265,4	-275,7	-320,8	-340,3	-349,9
REVENUS NETS	-80,1	-71,3	-79,7	-73,4	-73,1
dont INTERETS / DETTE EXTER.PUBLIQUE	-26,6	-46,1	-57,7	-51,5	-60,9
TRANSFERTS COURANTS	695,6	767,5	774,2	821,6	824,4
PRIVES	672,5	734,1	750,3	787,7	804,9
PUBLICS	23,1	33,4	23,9	33,8	19,6
TRANSACTIONS COURANTES	-403,0	-288,9	-520,0	-579,7	-591,6
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERE	496,8	409,6	462,7	475,7	734,1
COMPTE DE CAPITAL	144,1	149,5	120,7	226,1	291,3
TRANSFERTS DE CAPITAL	145,1	151,6	120,7	187,1	282,3
PRIVES	8,4	8,0	8,2	8,3	8,5
PUBLICS	136,7	143,6	112,5	178,8	273,8
Acquisitions / cessions d'actifs financiers non produits	-1,0	-2,1	0,0	39,0	9,0
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES (Optique BCEAO)	352,7	260,1	342,0	249,6	442,8
- CAPITAUX PUBLICS (titres d'Etat 5 % - 2006 inclus)	255,8	237,8	427,8	360,8	401,8
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	111,8	82,8	291,0	95,0	224,0
AUTRES INVESTISSEMENTS	144,0	155,0	136,8	265,8	177,8
dont TIRAGES (Financement exceptionnel inclus)	174,5	191,1	205,2	339,0	253,0
AMORTISSEMENTS PUBLICS	-30,4	-35,2	-68,7	-73,2	-75,2
- CAPITAUX PRIVES	96,9	22,3	-85,8	-111,1	41,0
INVESTISSEMENTS DIRECTS	118,9	130,7	132,7	135,8	139,6
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	2,4	21,6	25,2	30,7	39,8
AUTRES INVESTISSEMENTS	-24,4	-130,0	-243,8	-277,6	-138,5
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	2,6	-4,7	0,0	0,0	0,0
<b>SOLDE GLOBAL</b>	<b>96,4</b>	<b>116,0</b>	<b>-57,3</b>	<b>-104,0</b>	<b>142,5</b>
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS					
NETS	-96,4	-116,0	57,3	104,0	-142,5
PIB (Pour Mémoire)	6 029,4	6 368,6	6 816,4	7 225,0	7 718,1
CC 5ème édition / PIB	-6,7	-4,5	-7,6	-8,0	-7,7
CCHD	-426,1	-322,3	-543,9	-613,5	-611,2
CCHD / PIB	-7,1	-5,1	-8,0	-8,5	-7,9

SENEGAL : IMPORTATIONS DE BIENS 2009 – 2013					
VOLUME en milliers de tonnes , PRIX en fcfa / kg , VALEUR en milliards de fcfa					
	2009	2 010	2011	2012	2013
	def	def	est	proj	proj
PRODUITS PETROLIERS	495,4	647,2	762,5	845,4	848,0
PETROLE BRUT	222,7	261,3	305,0	339,6	342,1
VOLUME	939,3	1 183,8	1 101,1	1 133,1	1 178,0
PRIX	237,1	220,7	277,0	299,7	290,4
PRODUITS FINIS	272,7	385,9	457,4	505,7	505,9
VOLUME	1 097,0	1 273,2	1 202,5	1 228,7	1 268,6
PRIX	248,6	303,1	380,4	411,6	398,8
PRODUITS ALIMENTAIRES	453,1	455,6	548,7	611,8	621,0
RIZ	135,3	140,0	176,0	213,2	196,7
VOLUME	771,7	697,3	804,9	834,6	772,1
PRIX	175,3	200,8	218,7	255,4	254,8
BLE	52,9	58,0	74,2	84,5	96,0
VOLUME	420,0	436,2	409,9	439,8	472,8
PRIX	126,0	133,0	181,1	192,2	202,9
SUCRE	26,3	42,3	55,6	58,9	63,7
VOLUME	85,6	124,0	146,7	161,4	174,3
PRIX	306,8	341,2	379,0	365,0	365,5
PRODUITS LAITIERS	64,8	61,6	53,6	51,8	53,8
VOLUME	56,3	42,8	32,6	29,1	30,5
PRIX	1 151,3	1 439,3	1 642,8	1 780,5	1 761,8
AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES	173,8	153,7	189,2	203,3	210,8
VOLUME	500,7	463,7	500,1	495,7	519,5
PRIX	347,1	331,5	378,3	410,1	405,8
BOISSONS ET TABACS	39,1	23,2	30,4	31,0	31,8
BOISSONS	15,1	9,0	15,1	15,1	15,5
VOLUME	32,6	30,3	40,6	40,0	40,6
PRIX	463,2	297,1	372,2	376,7	381,0
TABACS	24,0	14,2	15,2	15,9	16,3
VOLUME	5,5	2,2	3,7	3,8	3,8
PRIX	4 358,7	6 347,8	4 157,4	4 208,3	4 256,4
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	237,3	218,9	228,4	243,6	254,8
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET PARFUMERIE	87,8	83,2	95,4	98,9	102,6
VOLUME	42,4	32,7	35,6	36,4	37,4
PRIX	2 070,8	2 543,8	2 681,2	2 714,0	2 745,0
BOIS & PAPIERS	70,1	62,8	67,9	69,4	72,2
VOLUME	144,0	127,9	131,1	132,5	136,2
PRIX	486,8	491,3	517,8	524,1	530,1
PRODUITS TEXTILS & ASSIMILES	77,0	67,8	61,9	72,0	76,5
VOLUME	70,4	68,6	59,4	68,4	71,8
PRIX	1 093,8	987,4	1 040,8	1 053,5	1 065,5
DIVERS AUTRES PRODUITS	2,4	5,1	3,2	3,3	3,4
VOLUME	12,8	23,9	16,8	17,1	17,6
PRIX	188,3	212,1	190,0	192,4	194,6
BIENS D'EQUIPEMENT	537,7	500,9	573,3	583,8	609,3
MACHINES, MOTEURS ET AUTRES APPAREILS	372,2	328,8	362,1	368,8	384,9
VOLUME	93,0	79,1	83,1	83,7	86,3
PRIX	4 003,6	4 156,1	4 355,6	4 408,9	4 459,3
MATERIELS DE TRANSPORT	165,5	172,1	211,1	215,0	224,4
VOLUME	57,8	65,0	72,6	73,0	75,4
PRIX	2 863,3	2 648,0	2 908,3	2 943,9	2 977,5
BIENS INTERMEDIAIRES*	409,4	426,9	465,4	476,9	507,0
PRODUITS CHIMIQUES & DES INDUSTRIES PARACHIMIQUES	51,1	53,3	49,2	51,1	53,1
VOLUME	746,0	945,0	936,2	960,7	985,9
PRIX	68,5	56,4	52,6	53,2	53,9
ENGRAIS	17,8	18,6	13,6	15,8	17,3
VOLUME	81,0	87,7	68,8	79,0	85,6
PRIX	219,8	211,6	197,4	199,9	202,1
DIVERS AUTRES BIENS INTERMEDIAIRES	340,5	355,1	402,6	410,0	436,6
VOLUME	674,5	581,5	649,6	653,6	688,2
PRIX	504,9	610,6	619,7	627,3	634,5
COMMERCE SPECIAL CAF (AJUSTE)	2 172,0	2 272,7	2 608,5	2 792,5	2 871,9
MOUVEMENT D'ENTREPOT	39,9	24,9	64,6	43,2	44,2
COMMERCE GENERAL CAF	2 211,9	2 297,6	2 673,2	2 835,7	2 916,2
FRET ET ASSURANCE	-265,4	-275,7	-320,8	-340,3	-349,9
MARCHANDISES	1 946,5	2 021,9	2 352,4	2 495,4	2 566,2
AUTRES BIENS	1,3	0,5	1,7	1,3	1,3
COMMERCE GENERAL FOB	1 947,8	2 022,4	2 354,1	2 496,7	2 567,5

SENEGAL : EXPORTATIONS DE BIENS 2009 – 2017					
VOLUME en milliers de tonnes , PRIX en fcfa / kg , VALEUR en milliards de fcfa					
	2009	2 010	2011	2012	2013
	révisé	EST	EST	PROJ	PROJ
PRODUITS ARACHIDIERS	20,5	32,9	45,9	31,0	40,1
HUILE BRUTE	18,1	26,2	37,4	25,2	32,6
VOLUME	31,0	51,3	58,3	34,3	44,0
PRIX	583,9	511,1	640,7	736,6	741,6
TOURTEAUX	2,3	6,7	8,5	5,7	7,4
VOLUME	15,0	54,2	59,3	34,8	44,8
PRIX	153,3	123,8	142,7	164,1	165,2
GRAINES	0,1	0,0	0,03	0,02	0,03
VOLUME	0,2	4,6	5,6	3,3	4,3
PRIX	250,0	4,3	6,0	6,3	6,2
PHOSPHATES	6,1	5,8	5,1	4,8	5,1
VOLUME	179,9	182,1	130,6	141,3	155,4
PRIX	34,2	31,9	39,1	33,7	32,8
PRODUITS HALIEUTIQUES	155,6	162,3	197,7	207,0	214,3
PRODUITS FRAIS	17,0	21,8	22,8	23,9	24,7
VOLUME	6,6	7,3	7,5	7,8	7,9
PRIX	2 575,3	2 991,8	3 032,7	3 083,6	3 128,6
PRODUITS CONGELES	128,2	127,9	161,7	169,4	175,3
VOLUME	65,0	80,4	100,3	103,3	105,4
PRIX	1 971,1	1 590,8	1 612,5	1 639,6	1 663,5
CONSERVES	4,0	6,0	5,3	5,6	5,8
VOLUME	3,0	3,5	3,1	3,1	3,2
PRIX	1 016,9	1 725,1	1 748,7	1 778,1	1 804,0
TRANSFORMES	6,3	6,5	7,8	8,2	8,5
VOLUME	4,3	3,6	4,3	4,4	4,5
PRIX	1 449,6	1 801,0	1 825,6	1 856,3	1 883,3
SEL	9,3	9,6	11,2	11,9	12,7
VOLUME	185,4	190,2	218,2	236,2	259,8
PRIX	50,1	50,3	51,2	50,5	48,8
COTON	6,0	10,3	11,4	7,1	8,0
VOLUME	9,6	12,6	12,4	7,3	9,4
PRIX	625,7	816,6	914,5	971,9	848,6
PRODUITS HORTICOLES	14,4	17,0	23,1	29,0	32,3
LEGUMES	10,2	12,5	14,9	19,5	21,8
VOLUME	19,8	22,5	26,0	33,4	36,9
PRIX	515,6	555,5	572,6	582,2	590,7
FRUITS	4,2	4,5	8,2	9,6	10,5
VOLUME	11,5	12,3	21,7	25,0	27,1
PRIX	364,0	365,0	376,2	382,5	388,1
PRODUITS PETROLIERS	207,8	216,1	176,5	196,0	194,0
SAR	17,9	18,5	15,5	21,0	22,0
VOLUME	67,3	60,9	40,7	50,8	54,9
PRIX	265,5	303,8	381,3	412,5	399,7
AUTRES PETROLIERS	189,9	197,6	161,0	175,0	172,1
VOLUME	575,2	549,0	356,4	358,1	363,4
PRIX	330,2	359,9	451,7	488,7	473,5
ICS	64,9	103,2	160,6	173,6	188,6
ENGRAIS SOLIDE	3,4	2,3	3,8	4,3	4,9
VOLUME	24,8	20,7	20,4	22,9	25,5
PRIX	137,8	109,7	186,2	188,5	190,6
ACIDE PHOSPHORIQUE	61,5	100,9	156,8	169,3	183,7
VOLUME	256,5	309,6	363,9	407,0	454,1
PRIX	239,7	325,9	431,0	415,9	404,7
CIMENT	60,2	82,7	97,5	95,0	95,4
VOLUME	1 054,8	1 666,3	1 922,9	1 834,9	1 833,1
PRIX	57,1	49,6	50,7	51,8	52,0
AUTRES	428,3	415,3	448,5	463,2	485,2
COMMERCE SPECIAL FOB (AJUSTE)	973,1	1 055,2	1 177,5	1 218,7	1 275,6
MOUVEMENT D'ENTREPOT	11,6	11,2	16,3	11,6	11,6
MARCHANDISES	984,6	1 066,4	1 193,8	1 230,3	1 287,2
AUTRES BIENS	5,4	5,5	6,6	5,5	5,5
COMMERCE GENERAL FOB	990,062	1 071,9	1 200,4	1 235,8	1 292,7



SENEGAL : BALANCE DES SERVICES ET REVENUS 2009 – 2013					
BALANCE DES SERVICES 2009 – 2013					
	2009	2 010	2011	2012	2013
		EST	PROJ	PROJ	PROJ
SERVICES NETS	-60,8	-34,6	-60,7	-66,9	-68,1
CREDIT	481,7	520,7	535,7	549,4	559,9
FRET	14,4	16,6	19,2	19,8	20,7
AUTRES TRANSPORTS	8,2	6,3	6,4	7,1	8,8
VOYAGES	218,4	224,2	231,0	237,9	245,0
ADMINISTRATIONS	53,4	55,4	56,6	57,7	58,8
AUTRES SERVICES (dont assurances)	187,4	218,2	222,5	227,0	226,5
DEBIT	542,5	555,4	596,4	616,3	628,1
FRET	221,4	229,9	267,3	283,6	291,6
AUTRES TRANSPORTS	59,2	35,5	36,2	37,0	37,7
VOYAGES	73,6	79,2	80,0	80,8	81,6
ADMINISTRATIONS	19,5	21,4	21,6	21,8	22,0
AUTRES SERVICES (dont assurances)	168,7	189,4	191,3	193,2	195,1

BALANCE DES REVENUS 2009 – 2013					
	2009	2 010	2011	2012	2013
	révisé	EST	PROJ	PROJ	PROJ
REVENUS NETS	-80,1	-71,3	-79,7	-73,4	-73,1
CREDIT	80,9	101,8	124,9	112,7	122,7
REVENUS DU TRAVAIL	45,7	46,3	47,0	47,7	48,5
REVENUS DES INVESTISSEMENTS	35,2	55,5	77,8	65,0	74,3
-INTERETS	6,8	10,8	13,3	10,3	11,5
-REVENUS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS	24,3	40,2	60,0	50,1	58,1
-DIVERS	4,2	4,4	4,5	4,6	4,7
DEBIT	161,0	173,1	204,6	186,2	195,8
REVENUS DU TRAVAIL	7,2	8,3	8,4	8,6	8,8
REVENUS DES INVESTISSEMENTS	153,8	164,8	196,2	177,6	187,1
-INTERETS	39,2	54,3	65,5	59,0	67,9
.DETTE PUBLIQUE (directe et avallisée)	26,6	46,1	57,7	51,5	60,9
.AUTRES	12,6	8,2	7,8	7,4	7,0
-REVENUS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS	69,5	65,9	94,0	76,4	78,0
-DIVERS	45,2	44,7	36,7	42,2	41,2

SENEGAL : BALANCE DES TRANSFERTS 2009 – 2013					
	2009	2 010	2011	2012	2013
	révisé	EST	EST	PROJ	PROJ
TRANSFERTS COURANTS	695,6	767,5	774,2	821,6	824,4
TRANSFERTS COURANTS PRIVES	672,5	734,1	750,3	787,7	804,9
CREDIT	783,2	867,5	885,0	923,8	942,3
Envois de fonds des travailleurs	592,0	685,5	702,5	737,7	752,4
Autres transferts	191,2	181,9	182,5	186,1	189,9
DEBIT	110,7	133,4	134,7	136,0	137,4
TRANSFERTS COURANTS PUBLICS	23,1	33,4	23,9	33,8	19,6
CREDIT	46,4	60,5	51,5	62,0	48,3
AIDE BUDGETAIRE	46,4	60,5	37,5	48,0	39,0
AUTRES	0,0	0,0	14,0	14,0	9,3
DEBIT	23,2	27,1	27,6	28,2	28,7

COMPTE DE CAPITAL 2009 – 2013					
	2009	2 010	2011	2012	2013
	révisé	EST	EST	PROJ	PROJ
<b>TRANSFERTS DE CAPITAL</b>	145,1	151,6	118,7	184,1	278,3
TRANSFERTS DE CAPITAL PRIVES	8,4	8,0	6,2	5,3	4,5
CREDIT	8,4	8,0	8,2	8,3	8,5
DEBIT	0,0	0,0	2,0	3,0	4,0
TRANSFERTS DE CAPITAL PUBLICS	136,7	143,6	112,5	178,8	273,8
CREDIT	136,7	143,6	112,5	178,8	273,8
Dont inscrit au TOFE	135,1	141,4	112,5	164,0	169,0
Dont remises de dettes	1,6	2,1	0,0	0,0	0,0
Autres*				14,8	104,8
DEBIT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>ACQUISITION ET CESSION D'ACTIFS NFP</b>	-1,0	-2,1	0,0	39,0	9,0
CREDIT	0,0	0,0	0,0	40,0	10,0
DEBIT	1,0	2,1	0,0	1,0	1,0

SENEGAL : COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES 2009 – 2013					
CAPITAUX PUBLICS 2009 – 2017					
	2009	2 010 EST	2011 PROJ	2012 PROJ	2013 PROJ
CAPITAUX PUBLICS NETS ET FINANCEMENT EXCEPTIONNEL	255,8	237,8	427,8	360,8	401,8
CREDIT	286,3	274,3	649,6	650,4	782,4
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	111,8	82,8	444,1	311,4	529,4
AVOIRS	2,0	2,2	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	109,9	80,6	444,1	311,4	529,4
Autres tirages*			227,7	6,0	124,0
AUTRES INVESTISSEMENTS	174,5	191,5	205,5	339,0	253,0
AVOIRS	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	174,50	191,1	205,5	339,0	253,0
TIRAGES	174,500	191,1	205,2	339,0	253,0
Prêts projets	119,2	161,4	135,2	221,0	217,0
Prêts programmes	55,3	29,7	40,0	118,0	36,0
Autres tirages*	0,0	0,0	30,0	0,0	0,0
AUTRES	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0
(dont FINANCEMENT EXCEPTIONNEL)	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0
DEBIT	30,5	36,5	221,8	289,6	380,6
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	0,0	0,0	153,1	216,4	305,4
AVOIRS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	0,0	0,0	153,1	216,4	305,4
Remb anticipé eurobond 2009			91,1		
AUTRES INVESTISSEMENTS	30,5	36,5	68,7	73,2	75,2
AVOIRS	0,1	1,3	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	30,4	35,2	68,7	73,2	75,2
AMORTISSEMENT PUBLIC	30,4	35,2	68,7	73,2	75,2
AUTRES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

CAPITAUX PRIVES 2009 – 2017					
	2009	2 010	2011	2012	2013
	révisé	EST	PROJ	PROJ	PROJ
CAPITAUX PRIVES NETS	96,9	22,3	-85,8	-111,1	41,0
CREDIT	549,2	555,2	480,9	510,4	539,1
INVESTISSEMENTS DIRECTS	174,1	187,7	192,6	198,6	205,6
DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER	5,5	43,4	49,4	51,9	54,5
DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE	168,7	144,3	143,2	146,7	151,1
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	4,1	23,7	27,4	43,7	44,8
AVOIRS	4,1	6,2	6,5	6,8	7,2
ENGAGEMENTS	0,0	17,5	20,9	36,9	37,6
AUTRES INVESTISSEMENTS	371,0	343,8	261,0	268,1	288,6
AVOIRS	89,1	144,7	106,7	108,8	111,0
ENGAGEMENTS	281,9	199,1	154,3	159,3	177,7
DEBIT	452,3	532,9	566,7	621,6	498,1
INVESTISSEMENTS DIRECTS	55,2	57,0	59,9	62,9	66,0
DE L'ECONOMIE A L'ETRANGER	29,7	44,5	46,8	49,1	51,6
DE L'ETRANGER DANS L'ECONOMIE	25,5	12,5	13,1	13,7	14,4
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	1,7	2,1	2,1	13,0	5,0
AVOIRS	1,2	2,1	2,1	2,1	2,1
ENGAGEMENTS	0,6	0,0	0,0	10,9	2,9
AUTRES INVESTISSEMENTS	395,3	473,8	504,7	545,7	427,1
AVOIRS	175,5	252,5	279,1	329,5	210,7
ENGAGEMENTS	219,8	221,2	225,6	216,2	216,4

<b>1.Situation monétaire intégrée (SMI)</b>									
(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)									
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	657,8	779,5	851,2	762,3	858,6	987,8	930,6	826,6	969,1
BCEAO	484,6	569,3	644,3	653,1	725,3	734,5	726,2	622,2	764,7
BANQUES	173,2	210,2	206,9	109,2	133,2	253,4	204,5	204,5	204,5
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	1031,3	1122,4	1324,1	1467,3	1602,5	1884,1	2106,5	2404,6	2584,7
PNG	-35,6	11,1	96,2	27,8	110,5	237,1	150,5	199,8	166,8
<b>CREDITS A L'ECONOMIE</b>	1067,0	1111,3	1227,9	1439,5	1492,0	1647,0	1956,0	2204,8	2417,9
CREDITS DE COURT TERME	662,0	603,1	639,8	776,8	746,2	829,3	1006,2	1115,7	1228,3
dont crédits de campagne	10,1	8,9	10,4	5,2	4,9	10,5	6,3	6,3	6,3
CREDITS DE MOYEN ET LONG TERME	405,0	508,2	588,1	662,7	745,8	817,7	949,8	1089,1	1189,7
<b>ACTIF=PASSIF</b>	1689,1	1901,9	2175,2	2229,6	2461,0	2871,9	3037,1	3231,2	3553,8
<b>MASSE MONETAIRE</b>	1564,9	1751,2	1973,0	2006,6	2226,0	2577,7	2711,4	2905,6	3228,1
Circulation fiduciaire	389,3	453,4	484,6	474,3	494,8	561,8	588,1	644,8	716,0
<b>DEPOTS</b>	1175,6	1297,8	1488,4	1532,3	1731,2	2015,9	2122,0	2260,8	2512,1
DEPOTS EN CCP	6,5	16,8	22,7	13,9	6,1	6,1	7,9	6,9	7,2
DEPOTS EN CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPOTS A VUE	586,8	635,4	761,2	765,0	857,7	1017,7	1051,4	1130,4	1260,0
DEPOTS A TERME	582,4	645,7	704,5	753,5	867,5	991,2	1062,7	1123,4	1245,0
<b>AUTRES ELEMENTS NETS</b>	124,2	150,7	202,2	223,0	235,0	294,2	325,7	325,7	325,7